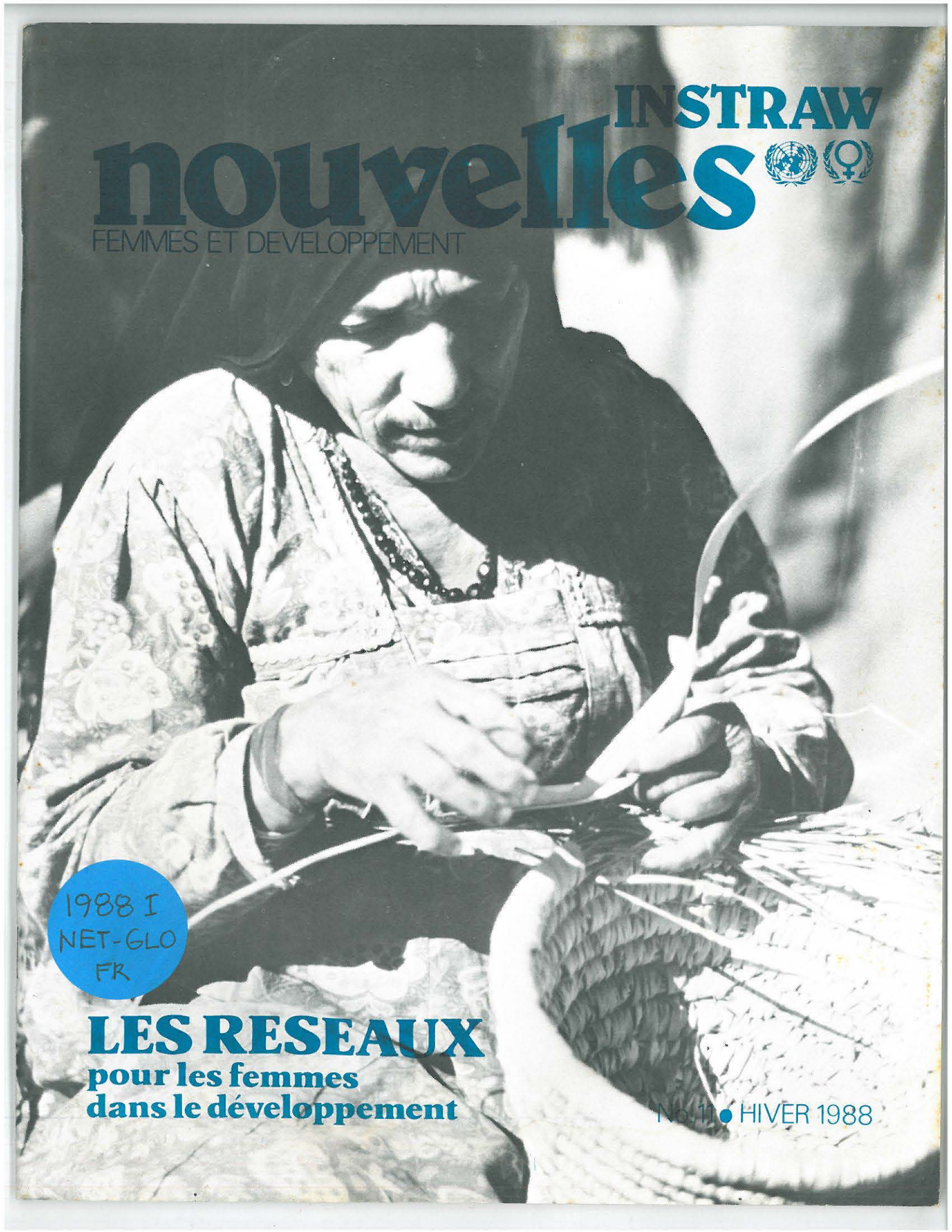




INSTRAW nouvelles

FEMMES ET DEVELOPPEMENT



1988 I
NET-GLO
FR

LES RESEAUX
pour les femmes
dans le développement

N° 11 • HIVER 1988

Institut international de recherche et de formation des Nations Unies pour la promotion de la femme

INSTRAW

INSTRAW
nouvelles 
FEMMES ET DÉVELOPPEMENT

Le but principal d'*INSTRAW Nouvelles* est de relater le travail accompli par l'Institut afin d'indiquer les tendances de la recherche, de diffuser du matériel de formation et de créer ainsi des réseaux pour la problématique des femmes dans le développement au niveau mondial. La politique éditoriale de l'INSTRAW est de sélectionner des événements, des actualités et des articles directement liés à ses programmes et à ses actions connexes.

INSTRAW Nouvelles vise à informer les organisations gouvernementales et non gouvernementales, les centres de recherche, les groupes féminins et toutes les personnes intéressées aux dernières nouvelles et activités de l'INSTRAW dans le domaine des femmes et du développement.

INSTRAW Nouvelles, publié en anglais, en espagnol et en français, circule à 14.500 exemplaires.

Veuillez adresser les demandes d'information, et changements d'adresse à:

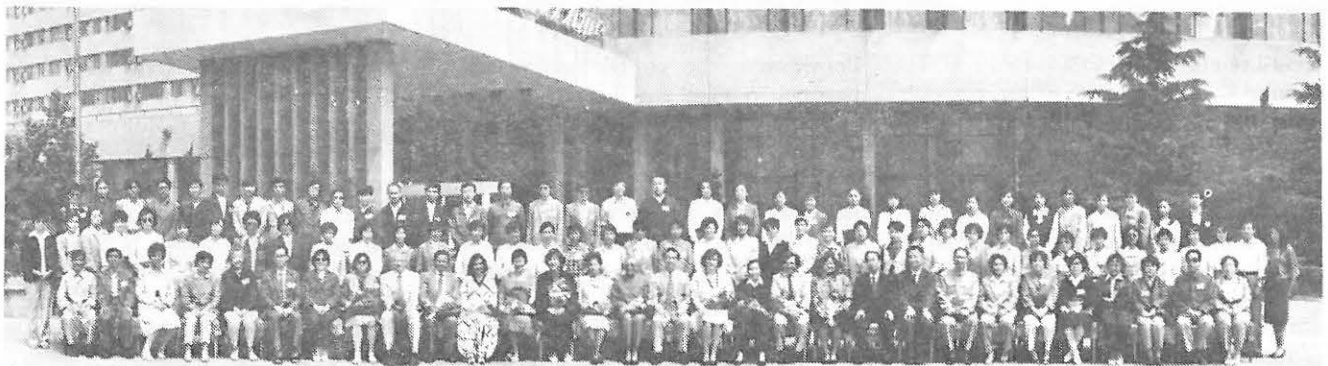
INSTRAW, Boîte postale 21747,
Saint-Domingue, République dominicaine,
téléphone et télécopie (809) 685-2111,
télax (326) 4280 WAR SD.

Bureau d'appui à New York:
Bureau S-3094, Nations Unies,
New York, N.Y. 10017,
téléphone (212) 963-5684.

Les articles d'*INSTRAW Nouvelles* peuvent être reproduits à condition de citer leur source.

Les lettres et commentaires des lecteurs et lectrices sont les bienvenus.

L'INSTRAW se réserve le droit d'abrégé des textes en fonction de l'espace disponible.



Les participants à l'Atelier national sur l'amélioration et l'utilisation des statistiques et des indicateurs pour les femmes dans le développement, du 1er au 8 juin 1988, à Beijing en Chine (voir articles pages 20 et 21).

Nouvelles internes

● En mars, l'Organisation panaméricaine de la santé a tenu une session à notre siège en relation avec les priorités de santé en Amérique centrale et au Panama.

● En avril, puis en septembre, Mme Ruth Walker, Présidente de ZONTA international, est venue préparer avec nous le séminaire sur la Femme, l'eau et l'assainissement, qui aura lieu en 1989 au Nigeria, sous les auspices de ZONTA.

● Mme Alicia Spaulding Paolozzi, Vice-Présidente du Conseil international pour les femmes et Mme Carmen Kovens, Directrice du Festival de Spoleto (Caroline du Sud) ont rendu visite à l'INSTRAW afin d'étudier les possibilités de réaliser des activités en commun.

● En mai, M. Lorenzo Attolico, du Département de développement et de coopération économique internationale des Nations Unies a rencontré au siège de l'INSTRAW des représentantes de groupes de femmes de la République Dominicaine qui s'intéressent à un projet pilote de cet organisme concernant des réfrigérateurs solaires.

● En mai également, des députées qui assistaient à la deuxième Conférence des femmes parlementaires d'Amérique latine et des Caraïbes ont rendu visite à l'INSTRAW. Parmi elles se trouvaient Mme Orosia Inés Botella et Mme Matilde Fernández Guarracino, de l'Argentine, et Mme Cecilia Calderón de Castro, de l'Equateur.

● En juillet, l'INSTRAW a participé au séminaire sur la condition socio-économique et légale des femmes dominicaines, organisé par le Bureau national de promotion de la femme, notre point focal en République Dominicaine.

● Au mois d'août, Mme Violeta Barreto Arias, Directrice du Département de formation de l'Institut de l'énergie du Nicaragua a été mise au courant de nos activités en ce qui concerne les femmes et l'énergie renouvelable.

● En septembre, M. Severino Araujo, Représentant régional adjoint pour l'Amérique latine et les Caraïbes de la FAO nous a rendu visite.

● Mme Rosa Paredes, Directrice de notre point focal au Venezuela, le Bureau de la promotion de la femme du Venezuela, a visité l'Institut.

● La nouvelle Directrice du Bureau national de promotion de la femme de la République Dominicaine, Mme Carmen Inés Díaz, a rendu visite à l'INSTRAW pour des entretiens en vue d'une éventuelle coopération.

● En octobre, trois représentants de l'Association des écoles supérieures communautaires du Canada, Mme Virginia Dickie, Mme Leonore Roger et M. Fred Harland, ont procédé à des échanges de vues sur les programmes de formation en matière de femmes et de développement.

● M. Alfonso Felipe Chan a été nommé Administrateur en chef de l'INSTRAW et Mme María Helena Alves, fonctionnaire chargée du Service d'information, de documentation et de communications. □



De droite à gauche: M. Dimiter Popov; Mme Fabiola Cuvi Ortiz; Mme Elena A. Laganinova; Mme Dunja Pastizzi-Ferencic; Mme Rossitza Gocheva et M. Dimiter Panev (voir article pages 27 à 29).

Sommaire

3 RESEAUX, FEMMES ET DEVELOPPEMENT

Les dix principes du travail en réseau appliqués par l'INSTRAW résument sept années d'expérience d'activité globale sur la question des femmes et du développement.

8 LES RESEAUX DE L'ONU

Comment travaille le système de l'ONU pour les femmes dans le développement.

11 LES RESEAUX A L'ECHELLE GLOBALE

Des réussites de réseaux internationaux d'ONG pour les femmes.

15 DE NOUVELLES TECHNOLOGIES DE LA COMMUNICATION POUR LES FEMMES DANS LE DEVELOPPEMENT

16 LES TRAVAUX MENAGERS

Pourquoi et comment devraient-ils être inclus dans la Classification internationale type des professions.

18 S'ADAPTER AUX VARIATIONS LOCALES ET CULTURELLES

Comment concevoir un bon questionnaire pour les enquêtes de ménage qui pourrait être appliqué à tous les pays en développement.

20 LES FEMMES SOUTIENNENT LA MOITIE DU CIEL

La formation d'utilisateurs et de producteurs de statistiques sur les femmes en Chine.

27 LES FEMMES DANS LES COOPERATIVES

Des directives adéquates peuvent augmenter la participation des femmes dans les coopératives, tant comme membres que comme gestionnaires.

30 LE NOUVEL ENSEMBLE DE PROGRAMMES DE FORMATION DE L'INSTRAW SUR LES FEMMES DANS LE DEVELOPPEMENT

31 LES MONDES DE FEMMES VUS PAR DES ARTISTES

Par des affiches et des cartes postales, des femmes artistes de Saint-Domingue manifestent leur appui au travail de l'INSTRAW.



Le tressage de paniers à Fayum (Egypte).

ONU/John Isaac

Rubriques

1 EDITORIAL

L'établissement de réseaux pour les femmes implique la construction de passerelles vers les institutions formelles.

33 FEMMES ET DEVELOPPEMENT: LE DEBAT CONTINUE A L'ONU

35 NOUVELLES DES REGIONS

38 NOUVELLES IDEES A L'EXTERIEUR DES NATIONS UNIES

40 BIBLIOTHEQUE

41 NOTRE CHOIX

Rédaction: Dunja Pastizzi-Ferencic, Krishna Ahooja-Patel, Mercedes Sayagués.
Production et distribution: Magda Canals de Peña, Christine Lemoine, Leticia Vences.
Composition et mise en page: Ninón de Saleme.

Les réseaux pour les femmes

UN PONT
VERS LES
INSTITUTIONS
FORMELLES

Les réseaux sont bien davantage qu'un mot à la mode: ils constituent l'élément clé de l'action globale et efficace en faveur de la promotion des femmes. Les réseaux opérés pour et par les femmes ont surgi à une échelle globale sans précédents au cours de la Décennie des Nations Unies pour la femme (1975-85). Depuis lors, les réseaux se sont fortement développés; des nouveaux sont apparus, d'autres ont fusionné, mais tous jouent un rôle prépondérant dans la promotion de la cause des femmes dans le développement.

Les réseaux ayant acquis un tel élan, il est l'heure de dresser un inventaire des réseaux existants, d'étudier les liens qui les unissent et les raisons pour lesquelles ils disparaissent parfois. De nos jours, les ressources financières sont réduites pour les activités de développement, mais on prend de plus en plus conscience de l'importance des femmes dans le processus de développement et c'est ainsi que les réseaux pourraient constituer un pont qui mène les questions relatives aux femmes et au développement aux institutions formelles. Cependant, bien que les réseaux de femmes aient pu fournir d'excellents résultats avec leurs minces ressources, ils doivent recevoir un appui financier plus important.

Ce numéro d'*INSTRAW Nouvelles* examine les réseaux pour les femmes dans le développement de plusieurs points de vue. L'article principal résume dix principes de base pour les réseaux, tels qu'ils sont appliqués par l'Institut sur la base de ses presque sept années d'expérience dans le domaine des activités globales liées aux questions des femmes dans le développement (p. 3-5).

Le travail de réseaux au sein des Nations Unies est fondamental pour l'INSTRAW. Au fur et à mesure que s'approfondit l'engagement envers les femmes et le développement, le système tente de regrouper de plus en plus de forces pour la promotion des femmes (P. 8-10). Suite à son mandat, l'INSTRAW a montré l'exemple en explorant de nouvelles modalités de coopération, telles que le partage des coûts et le co-parrainage. A l'extérieur du système des Nations Unies, les ONG bourdonnent de nouvelles idées, d'une énergie inépuisable et de nombreux exemples de réseaux qui ont réussi et dont nous avons sélectionné un petit échantillon (p. 11-13).

Les réseaux sont essentiels pour promouvoir la question des femmes auprès des instances spécialisées. De nombreuses chercheuses et militantes du Nord et du Sud ont dû combiner leurs efforts pour que l'on commence à réviser certains concepts et statistiques sexistes en vue de mieux comprendre et mesurer l'apport des femmes à l'économie. Il n'est certes pas aisé de modifier les normes internationales qui régissent la quantification et la classification, mais les révisions en cours du Système de comptabilité nationale et de la Classification internationale type des professions essaient d'éliminer les préjugés qui ont toujours négligé les femmes (p. 16-19).

Dans ces pages on définit le travail des réseaux comme une interaction qui se base sur un sens partagé d'un but commun. Notre réseau de points focaux et de correspondants partage certainement notre engagement envers les femmes dans le développement, en aidant l'Institut dans son travail. Nous espérons que ce numéro d'*INSTRAW Nouvelles* et son supplément *RESEAU INSTRAW*, consacré à nos points focaux, contribueront à faire le point sur l'importance des réseaux pour les femmes dans le développement aujourd'hui. □

Le prix Nobel de la paix est décerné aux Forces de maintien de la paix des Nations Unies



Le monde entier a applaudi en septembre dernier, lorsque le prix Nobel de la paix a été attribué aux Forces de maintien de la paix des Nations Unies. Bien que le maintien de la paix ne soit pas cité expressément par la Charte des Nations Unies il s'est converti au cours des 30 dernières années en un moyen propre à faire l'unanimité pour contrôler les conflits et parvenir à une solution pacifique des différents. Il a contribué jusqu'à présent à la détente dans plus d'une douzaine de conflits internationaux dans le monde entier.

Le maintien de la paix oblige les Nations Unies à utiliser les services d'une armée multinationale, placée sous le commandement des Nations Unies, pour empêcher les pays ou communautés en conflit de se battre et les aider par ailleurs à trouver une solution négociée. Elles cherchent à éviter que les

situations de tension ne dégèrent en guerre ouverte et elles n'interviennent que si elles ont l'accord des parties en conflit. Bien que les Forces de maintien de la paix des Nations Unies n'aient recours à la force que dans des circonstances exceptionnelles et seulement si elles sont attaquées, près de 550 de ses membres sont morts au combat, en essayant d'établir une paix durable dans ce monde las de la guerre.

Voici le texte du télégramme adressé à M. Javier Pérez de Cuellar, Secrétaire général des Nations Unies, le 30 septembre 1988:

"Veuillez agréer nos sincères félicitations à l'occasion de l'attribution du prix Nobel de la paix aux Forces de maintien de la paix des Nations Unies pour leur rôle en faveur de la détente en Asie, au Moyen-Orient et en Afrique.

En notre qualité d'organisation autonome des Nations Unies au service

des femmes dans le développement, nous ressentons comme un encouragement le fait que le travail des Nations Unies en faveur de la paix dans le monde soit reconnu par tous, puisque c'est un facteur essentiel pour la promotion des femmes.

Au cours de la Décennie des Nations Unies pour la femme (1975-1985), le lien qui unit ces trois objectifs: égalité, développement et paix, a été amplement démontré.

Il a été ensuite ratifié par les Stratégies prospectives d'action pour la promotion de la femme jusqu'en l'an 2000, adoptées en 1985 à la Conférence de Nairobi et qui soulignent que: "les obstacles au progrès de l'humanité et plus particulièrement à la promotion de la femme tiennent principalement à la persistance des tensions internationales et des violations de la Charte des Nations Unies [et sont] responsables des menaces qui pèsent sur la paix."

Nous félicitons toutes les Forces de maintien de la paix des Nations Unies à l'occasion de ce prix. Nous espérons et souhaitons, aujourd'hui comme par le passé, que sous votre conduite avisée et guidé par la Charte des Nations Unies, le monde continuera à avoir recours aux négociations pacifiques pour résoudre ses conflits.

L'humanité tout entière, hommes et femmes pareillement, y gagnera, si nous pouvons transmettre cet héritage de paix, développement et égalité, aux générations futures."

Dunja Pastizzi-Ferencic

Directrice

et le personnel de l'INSTRAW

"Je voudrais vous remercier ainsi que le personnel de l'INSTRAW pour la gentillesse de votre message de félicitation lors de l'attribution du prix Nobel de la paix aux Nations Unies. Il est réconfortant de pouvoir partager tous ensemble ce sentiment de fierté et de satisfaction pour cette distinction qui rend hommage à l'idéalisme, au courage et au sacrifice de ceux qui ont pris part aux opérations pour le maintien de la paix." □

Javier Pérez de Cuellar



Sympathisants des femmes et du développement

Depuis 1980, 61 pays ont subvenu aux besoins financiers de l'INSTRAW. Les annonces de contributions se font dans le cadre de la Conférence des Nations Unies pour les annonces de contributions aux activités de développement. Pour 1989, les pays suivants ont déjà annoncé leur contribution: l'Australie, l'Autriche, la Barbade, la Chine, Chypre, la Colombie, l'Espagne, les Etats-Unis d'Amérique, la Finlande, la France, la Grèce, le Guatemala, l'Inde, la Jamaïque, le Japon, Madagascar, la Norvège, le Pakistan, les Pays-Bas, la Turquie, le Zaïre et la Zambie. On estime que d'autres pays qui n'étaient pas en mesure, à ce moment-là, d'annoncer leur contribution, le feront.

Par ailleurs, en 1988, les gouvernements de l'Italie et des Pays-Bas ont accordé d'importantes subventions, le premier au programme de quantification du travail des femmes dans le secteur non structuré et le second à celui concernant l'énergie non renouvelable. L'Association pour les Nations Unies de la Finlande a joué un rôle décisif dans la collecte de fonds au bénéfice de l'INSTRAW auprès des ONG de ce pays, et une ONG internationale, Zonta, a annoncé qu'elle contribuerait au programme concernant les femmes, l'approvisionnement en eau et l'assainissement. Nous exprimons à tous ces sympathisants de notre travail en faveur des femmes et du développement notre profonde gratitude. □



Réseaux, Femmes et Développement

L'intégration des femmes au développement par de nouvelles approches et des changements nécessaires, exige un dialogue constant entre les différents agents de développement et un partenariat plus étroit entre le nord et le sud. En d'autres termes, nous devons travailler avec les principales institutions de développement, tant celles du nord que celles du sud.

Une passerelle

vers les institutions

formelles

du développement

Par Dunja Pastizzi-Ferencic

Nous pourrions nous arrêter ici et poser la question: ceci est-il possible? Que représentent actuellement les organisations de femmes?

Les réseaux nationaux et internationaux ont connu un bel essor pendant toute la Décennie des Nations Unies pour la femme. En l'absence de toute institution officielle en direction des femmes, les réseaux souples et in-



formels constituait la seule alternative possible. Aujourd'hui, nous devons témoigner une attention renouvelée à ces réseaux afin de discerner leur utilité dans les efforts de développement.

Dans son sens le plus large, l'établissement de ces réseaux pourrait avoir pour définition: *sentiment partagé d'une cause commune*. La Décennie avait trois objectifs: l'égalité, la paix et le développement. Pour les deux premiers, la cause commune a été bien déterminée et mise en pratique par les organisations de femmes. En matière de développement, la création de ce réseau s'est révélée bien plus difficile et beaucoup moins fructueuse.

Des changements considérables

Grosso modo, nous pouvons dire qu'en 1975 la majorité des organisations de femmes dans les pays en développement n'étaient pas aussi critiques qu'aujourd'hui vis-à-vis des modèles, des stratégies et des pratiques de développement. On croyait encore qu'une fois amorcé le processus de développement toutes les femmes en bénéficieraient, améliorant ainsi leur condition économique et sociale. Par conséquent, les organisations de femmes des pays en développement ont axé tous leurs efforts sur la paix et l'égalité, tandis que les questions de développement étaient jugées moins importantes. Elles étaient même perçues comme simple rhétorique politique de la part des pays en développement.

Les réseaux internationaux ont aidé à changer ces notions simplistes: les femmes du nord et du sud ont pu échanger leurs vues et apprendre les unes des autres. D'une part, il devenait de plus en plus évident que la participation des femmes au développement impliquait l'émergence d'un changement dans la croissance, la justice, la participation populaire, et comme critère fondamental la lutte contre la pauvreté. Vue l'interdépendance économique contemporaine, cet effort interpelle les chercheurs, les militants et les travailleurs en faveur

du développement, tant au nord qu'au sud. D'autre part, les thèmes de justice et de paix ont été inscrits à l'ordre du jour des femmes du tiers monde.

Vers la fin de la Décennie, des réseaux portant sur plusieurs questions d'intérêt pour les femmes avaient surgi dans le monde entier. La Conférence de Nairobi a donné aux réseaux internationaux une impulsion incontestable vers la maturité. Lorsque plus de 15.000 femmes se sont réunies dans le vaste Centre de conférence Kenyatta et sur l'immense campus de l'Université de Nairobi, il devint évident que les femmes avaient à relever un défi d'importance: comment changer la nature même des réseaux de femmes.

De quels réseaux de femmes dispose-t-on pour apporter à court terme les changements importants requis par les Stratégies de Nairobi?

Sur le plan international, les femmes pouvaient compter sur des réseaux globaux, certains ayant une longue histoire: International Council of Women et ZONTA, pour n'en citer que deux, et sur des réseaux spécialisés: DAWN, la Banque mondiale pour la femme, Trickle-Up, le Centre de la Tribune Internationale, etc. Sur le plan national, des mécanismes nationaux avaient été créés dans plusieurs pays pour les femmes, témoignant ainsi de l'engagement des gouvernements vis-à-vis des objectifs de la Décennie. Puisque plusieurs de ces mécanismes n'avaient pas (et n'ont toujours pas) de soutien et de financement suffisants, leur succès fut relatif. Certains luttent toujours pour établir leur identité et pour s'imposer comme coordonnateurs nationaux de l'intégration des femmes au développement.

Principes de base des réseaux

Par sa nature, son mandat et ses statuts, l'INSTRAW collabore avec les réseaux internationaux utilisés de manière innovatrice. Les nouveaux principes préconisés par l'INSTRAW représentent une passerelle vers les institutions formelles: les réseaux pour les femmes dans le développement doivent communiquer les expériences

de la base aux décideurs, et en même temps assurer, par une mise en oeuvre pragmatique, une rétroaction vers les bases.

Les principes appliqués par l'INSTRAW à l'établissement de réseaux, impliquent, en premier lieu, la création de larges coalitions fonctionnelles autour de tâches bien définies. Ces coalitions doivent intégrer les institutions formelles: les décideurs, les agents de développement, les institutions académiques, les associations professionnelles, bref, tous ceux qui peuvent apporter au développement les changements souhaités, dont les femmes bénéficieront en fin de compte.

Les objectifs doivent être formulés de façon professionnelle, à partir d'une connaissance solide des pratiques des organes formels, sans jamais perdre de vue les changements que nous voulons apporter. A titre d'exemple: l'INSTRAW dans son programme sur les statistiques et les indicateurs a dû impliquer de près les bureaux de statistique régionaux et nationaux des Nations Unies, pour changer les concepts de base de la collecte de données par l'intermédiaire de recensements, d'enquêtes sur les ménages, et autres méthodes statistiques similaires. Pour reconnaître le travail invisible des femmes dans le secteur non structuré de l'agriculture et d'autres activités, l'INSTRAW a dû participer au débat international sur la révision du Système de comptabilité nationale (SNA) et les classifications de normes internationales connexes, telles que la CIP et la CITI.

Le second principe à appliquer aux réseaux doit être le besoin constant d'appui et de rapports. Nous devrions rapporter nos conclusions aux organismes de développement travaillant sur des questions spécifiques d'importance pour les femmes. Pour reprendre l'exemple de statistiques sur les femmes, l'INSTRAW envoie assidûment des rapports à la Commission de statistique des Nations Unies, à la Conférence des statisticiens du travail et à la Conférence des statisticiens européens, pour leur transmettre les résultats de notre travail. La réponse et l'appui de ces organes officiels permettent à



l'INSTRAW de mettre en application son programme de recherche et de formation au niveau national dans de nombreux pays développés et en développement.

Nouveaux terrains

Troisièmement, pour être efficaces, nous avons besoin d'une *large diffusion des résultats* obtenus à la base. Bien que la littérature sur le développement communautaire et les femmes dans le développement se soit étoffée, le flux de l'information est irrégulier, les rapports sont rares et limités. De nombreuses réunions internationales de femmes sont tenues, mais souvent leurs conclusions ne sont pas systématisées ni largement diffusées. Pour proposer des stratégies et tracer des directives, nous devons d'abord procéder à un échange d'expériences systématique sur la base de réseaux d'information bien conçus.

Le quatrième principe est la *définition de nouveaux critères pour la gestion des réseaux*. Il s'agit là de la technique de gestion la plus difficile et complexe, parce qu'elle suppose une programmation décentralisée, foncièrement participative. Puisque nous nous engageons ici sur un terrain entièrement nouveau, nous ne pouvons prétendre tirer enseignement des expériences de développement des grandes institutions. Certaines de leurs techniques doivent être adoptées puis adaptées, par exemple la programmation linéaire, la méthode du chemin critique et l'analyse par input-output, dans le but de garantir les maillons nécessaires à l'intégration de la participation des femmes et de leurs problèmes à l'échelle macro et micro de l'économie.

Le financement est crucial

Les réseaux qui intègrent les femmes au développement, y compris l'INSTRAW, sont financés généralement par des contributions volontaires, multilatérales ou bilatérales, gouvernementales ou privées. Par conséquent, ils sont extrêmement vulnérables aux modifications et réductions de fonds.

Donc, des efforts constants doivent être faits pour trouver des fonds, investissant des ressources humaines considérables à cet effet. Parfois, les réseaux semblent briguer les mêmes fonds, déjà limités, et qui le sont devenus davantage par la crise mondiale des années 80. Les nouveaux réseaux pour les femmes et le développement devraient plutôt appliquer un sixième principe, *explorer de nouvelles sources de financement de réseaux*: programmes conjoints, frais partagés, etc. Une combinaison de fonds publics et privés peut également être efficace. Cependant, il faut redoubler d'efforts pour déterminer quel montant du budget national est assigné aux programmes des femmes dans le développement.

Le septième principe suppose l'*expansion et la consolidation ultérieures des réseaux* par l'intermédiaire des nouvelles générations. Nous devons faire en sorte que les femmes dans le développement deviennent une partie intégrante du processus éducatif à tous les niveaux. Une approche professionnelle expliquant les rapports entre les femmes et le développement devrait être introduite progressivement dans tous les programmes d'études concernés. Les études relatives aux femmes dans le développement ne peuvent devenir un ghetto spécialisé à l'extrême. Elles devraient être popularisées par les sciences sociales, comme une branche nécessaire d'études interdisciplinaires et interculturelles de plein droit.

Le huitième principe présuppose une *plus grande utilisation des nouvelles technologies de communication*, au service des femmes dans le développement. La radio dans les campagnes, des télévisions à basse consommation d'énergie, et des cours d'informatique offrent aux femmes de grandes possibilités qui doivent encore être explorées. Il est également urgent d'élaborer les contenus appropriés qui aideront à élargir les réseaux des femmes dans le développement.

Le neuvième principe requiert une *plus grande interaction entre les pays et les régions*. Les réseaux des femmes dans le développement devraient aider à jeter des ponts à travers le sud. Des

systèmes fonctionnent déjà sur la base d'une telle notion: coopération sud-sud, coopération économique entre les pays en développement (CEPD), coopération technique entre les pays en développement (CTPD), Commission sud. Ces infrastructures, et d'autres encore, devraient être mises au service des femmes.

Le dixième et dernier principe à appliquer aux réseaux des femmes dans le développement devrait être la *construction de ponts vers les institutions formelles*. Nous devons recueillir toutes les expériences de la base dirigées au sommet et influencer les décisions du sommet en direction de la base, afin de garantir une approche de la base lors de la mise en application. Une telle approche est utile, à cette phase tout au moins, et entraînera des modèles de développement plus participatifs.

Ces nouvelles approches des réseaux et des institutions formelles, proposées et appliquées par l'INSTRAW dès sa création quoique sur une échelle limitée à cause d'un financement modeste, contiennent un énorme *potentiel d'innovation* si elles sont amplement appliquées par les réseaux de femmes actuels et futurs.

Nos efforts ont prouvé que nous sommes sur la bonne voie. La mise en commun des compétences et des ressources encore très limitées de toutes les parties a permis à l'Institut de mettre en exécution plus de programmes que ne laisseraient supposer nos modestes moyens financiers. En d'autres termes, ces réseaux ont été avantageux, ils ont été un soutien mutuel et une interaction enrichissante.

Les premiers résultats sont encourageants, et nous comptons sur un partenariat plus étroit, sud-sud et nord-sud, qui marquera de nouveaux départs et de nouvelles approches pour les femmes dans le développement dans les années à venir. □

Extrait d'une conférence prononcée par la directrice de l'INSTRAW lors du séminaire sur *Les réseaux internationaux entre les organisations de femmes*, organisé par Inter-Action à Philadelphie, le 4 mai 1988. (Pour de plus amples renseignements, voir page 39).

LE RESEAU DE L'INSTRAW

s'étend aux femmes du monde entier

L'INSTRAW opère à travers les réseaux et préconise l'établissement de réseaux. Sans eux, il aurait été impossible à une institution récente et de dimensions modestes (comparée aux normes des Nations Unies) de mener à bien, avec succès des activités aux quatre coins du monde. Ainsi, avons-nous organisé en juin et juillet 1988, un atelier de formation pour les utilisateurs et les producteurs de statistiques relatives aux femmes à Beijing (Chine) et un séminaire sur les femmes et les coopératives à Plovdiv (Bulgarie) tout en poursuivant le travail normal de nos programmes ainsi que la préparation d'autres réunions qui ont eu lieu à Athènes, au Costa Rica et à Saint-Domingue ultérieurement.

Comment l'INSTRAW peut-il exécuter toutes ces activités avec un personnel relativement réduit, à partir de son siège de Saint-Domingue? C'est dans les réseaux qu'il faut chercher la réponse. Le mode de fonctionnement de l'INSTRAW repose, ainsi que le prescrit l'Assemblée générale (voir encadré), sur un réseau d'accords de coopération avec les principales institutions et organismes des Nations Unies, des organisations gouvernementales et non gouvernementales, des institutions d'enseignement et des groupements de femmes.

Notre réseau mondial, constitué des 5 commissions régionales des Nations Unies et de 26 points focaux au niveau national aident l'INSTRAW à mener à bien ses activités dans leurs régions et pays respectifs.

Ainsi, la Fédération des femmes de la Chine a réclamé un atelier de formation en statistiques relatives aux femmes dont elle a assumé la plupart des tâches administratives préparatoires, tandis que l'INSTRAW se chargeait de la partie technique de l'atelier. L'année prochaine, la CESAP participera à la préparation d'un séminaire régional

basé sur nos modules de formation consacrés à *La femme, l'approvisionnement en eau et l'assainissement* pour la région Asie-Pacifique. Et Zonta international (qui n'est pas un point focal) contribuera au financement et à l'organisation d'un atelier similaire qui se tiendra au Nigéria en 1989.

En collaboration avec les points focaux, on réalise des publications, des séminaires, des ateliers, des expositions. Nous avons imprimé une affiche grâce à une oeuvre d'art mise à notre disposition par notre point focal en Bulgarie, l'Association des sciences de Bulgarie, et sous peu nous en mettrons une autre sous presse grâce à la collaboration de notre point de convergence en Espagne, l'Institut de la femme, qui a également traduit en espagnol une étude de l'INSTRAW, *La femme et la coopération internationale: commerce et investissements*. On pourrait multiplier les exemples à l'infini.

Les organismes concernés y gagnent pareillement puisque nous partageons les frais, nous évitons les duplications d'efforts, nous profitons mutuellement des connaissances spécialisées de chacun et nous multiplions notre portée. Et plus que tout autre procédé, les réseaux favorisent la promotion de la

femme. A travers ces modalités de fonctionnement, davantage de femmes peuvent profiter des possibilités de formation, du fait que la recherche intègre en ce qui concerne le débat sur les femmes et le développement les tendances les plus nouvelles et l'information accumulée au fil des ans.

C'est pour ce motif que nous avons consacré ce numéro d'INSTRAW *Nouvelles* aux réseaux en général et le supplément à notre réseau de points focaux. Réseau INSTRAW, tel est le titre de notre bulletin de liaison, s'efforce de mettre à la disposition de nos points focaux un moyen de communication leur permettant de communiquer entre eux et avec l'INSTRAW.

Cependant, le réseau de l'INSTRAW ne se limite pas aux points focaux. Il s'étend également aux ONG et aux groupements de femmes du monde entier. Nous espérons que notre réseau de contacts, de points focaux et de correspondants continuera à se développer: car l'établissement de réseaux est bien plus qu'un mot à la mode —c'est l'élément essentiel pour une action mondiale efficace en faveur de la promotion de la femme. □

Un mandat pour renforcer les réseaux



L'Assemblée générale,... constatant que le mode de fonctionnement de l'Institut, qui utilise des réseaux pour s'acquitter des tâches qu'il entreprend aux échelons international, régional et national, a permis à l'Institut d'accroître la portée et l'efficacité de ses activités,... demande aux institutions et organisations compétentes, appartenant ou non au système des Nations Unies, en particulier aux commissions régionales des Nations Unies, de continuer à collaborer avec l'Institut, sur la base d'une participation équitable aux coûts, en renforçant le réseau d'arrangements de coopération relatifs aux programmes de recherche, de formation, d'information et de communication axés sur les femmes et le développement (30 novembre 1987/A-RES-42/65).

Le Conseil économique et social,... demande une coopération accrue entre l'Institut et les commissions régionales en vue d'activités communes répondant aux besoins et aux priorités des régions, sur la base d'un partage équitable des coûts... (E/1987/99). □



Plantation de sésame au Honduras: un projet générateur de revenus pour les femmes.
ONU/John Isaac.

Les femmes et la coopération Sud-Sud

Dès ses débuts, l'INSTRAW a accordé une attention toute particulière au principe de l'autosuffisance individuelle et collective des pays en développement, et au rôle que peuvent jouer les femmes en vue de le raffermir.

L'INSTRAW a participé à plusieurs réunions traitant de la coopération Sud-Sud, pour laquelle l'Institut a d'ailleurs reçu un mandat législatif des pays non alignés et autres pays en développement (Conférence ministérielle sur le Rôle des femmes et le développement, New Delhi, 1985; Conférence des ministres africains, Abuja, 1987).

De même, l'INSTRAW a participé activement au Programme de recherche sur la coopération Sud-Sud, coordonné par le Centre de recherche pour la coopération avec les pays en développement (RCCDC) à Ljubljana, Yougoslavie, et l'Institut du Zimbabwe pour les études sur le développement (ZIDS) à Harare, Zimbabwe, plus particulièrement en ce qui concerne les thèmes relatifs aux femmes et au développement.

La première étape du Programme

de recherche a signalé les obstacles qui entravent encore une coopération Sud-Sud plus active et le besoin d'adopter de nouvelles approches dans tous les domaines. La Commission Sud, récemment formée sous la direction de S.E. Julius Nyerere, permettra de raviver le concept.

La proposition pour la deuxième étape du Programme, préparée par l'INSTRAW, va au-delà des activités de recherche pure et vise à programmer des actions spécifiques autour des femmes et de la coopération Sud-Sud jusqu'en l'an 2000.

Suite aux recommandations des conférences de New Delhi et d'Harare, la deuxième étape du Programme se concentrerait spécifiquement sur l'élaboration d'un cadre conceptuel et méthodologique adéquat et de normes pour les femmes dans le développement. Ceci permettrait aux gouvernements, aux organisations non gouvernementales, aux secteurs public et privé, aux instituts académiques et de recherche, et à tous les autres acteurs potentiels dans la coopération Sud-Sud d'introduire une dimension fémi-

nine dans leurs programmes de développement.

Le travail sera donc orienté vers l'action, avec des tâches spécifiques pour des groupes cibles sélectionnés. De cette façon, il contribuerait considérablement aux travaux de la Commission Sud. Ses résultats pourraient également être utilisés pour préparer le matériel de base pour la Conférence des pays non alignés et autres pays en développement sur le Rôle des femmes dans le développement, qui devrait avoir lieu en 1990.

Le programme de recherche proposé suivra de près les Stratégies prospectives d'action de Nairobi: "La recherche et l'analyse des politiques devraient porter davantage sur le rôle économique des femmes dans la société, y compris leur accès aux ressources économiques telles que la terre et les capitaux. La recherche et l'analyse des politiques concernant les femmes devraient être pragmatiques, sans pour autant négliger les éléments d'analyse clefs. Il faut aussi s'employer davantage à élaborer des données par sexe." (Par. 312). □

L'ONU est bien sûr notre cible numéro un en matière d'établissement de réseaux. Dans le dédale des organismes et institutions appartenant aux Nations Unies, nous pouvons toujours trouver des alliés et des sympathisants de la cause des femmes et du développement. Il serait fastidieux d'énumérer tous les organismes



des Nations Unies avec lesquels nous avons collaboré et réalisé des projets communs : depuis le très spécialisé Comité directeur pour la Décennie internationale de l'approvisionnement en eau et l'assainissement jusqu'aux grandes organisations bien connues, telles que la FAO, l'ONUDI et le PNUD. HABITAT se sert de notre brochure sur la femme et le logement pour ses séminaires et l'INSTRAW a organisé un stand sur le même thème à l'occasion d'une exposition sur le logement qu'HABITAT a patronné en République Dominicaine.

De fait, aucune organisation des Nations Unies n'est totalement indifférente aux affaires qui concernent les femmes. C'est pourquoi ce numéro d'INSTRAW Nouvelles reflète quelques-uns des aspects du travail réalisé en matière de femmes et de développement par l'ONU.

Les réseaux de l'ONU

Systèmes d'information pour les femmes

Le Service de la promotion de la femme vient de terminer, en collaboration avec les mécanismes nationaux pertinents, la première étape d'un système d'informations bibliographiques sur ordinateur pour tout ce qui a rapport aux femmes. Il s'agit d'un réseau informatique décentralisé, dont le Service assurera la coordination centrale, alors que les mécanismes nationaux seront les principaux producteurs d'informations. La documentation et l'information produites par les mécanismes nationaux seront transmises sous forme de documents ou de disquettes au Service qui se chargera de traiter l'information qui lui sera parvenue et la redistribuera aux mécanismes nationaux.

Le progiciel d'installation, le manuel de l'utilisateur, le manuel relatif au format d'enregistrement et les autres documents du système ont été établis par le Service sous un format simple afin de permettre aux intéressés d'utiliser le système, même s'ils ont des connaissances théoriques et pratiques limitées des ordinateurs.

Le système est un système informatisé destiné à conserver des informations bibliographiques et à effectuer des recherches de publications et de documents acquis par le Service, en particulier ceux qui concernent la mise en oeuvre des Stratégies prospectives d'action de Nairobi. En encourageant les mécanismes nationaux à mettre sur ordinateur leurs propres systèmes d'informations bibliographiques, le Service vise également à améliorer les capacités nationales en matière de conservation de l'information et à faciliter l'échange systématique au niveau international d'informations bibliographiques relatives aux femmes entre les organisations de l'ONU et les mécanismes nationaux. Ceci non seulement renforcerait les activités du Service en tant que point focal pour tout ce qui concerne la femme, mais contribuerait également à ce que les Nations Unies tiennent leur engagement de donner effet aux Stratégies.

Le système d'informations bibliographiques sur ordina-

teur concernant les femmes fonctionne à partir d'un micro-ordinateur. Le système est contrôlé par le système de gestion de la base de données Micro CDS/ISIS mis au point par l'UNESCO et amplement utilisé dans le monde entier pour les petits systèmes de base de données bibliographiques. Il possède un système de recherches des données à partir de menus relativement simples et rapides et il peut reproduire des enregistrements, ce qui permet des échanges d'informations avec d'autres bases de données.

Le format de l'enregistrement a été prévu pour permettre le service en ligne pour consultation internationale; on s'est tout particulièrement efforcé de respecter les normes déjà existantes et de garantir ainsi la possibilité d'échanges avec d'autres bibliothèques et centres d'informations. Le format d'enregistrement, basé sur le format commun de communication (UNESCO, 1984) fait de nombreux emprunts au SIBONU (Système d'information bibliographique de l'ONU) qui a, lui aussi, un format d'enregistrement basé sur le format commun de communication. On a tenu compte également des principaux formats internationaux, tels que les codes définis par l'Organisation internationale de normalisation.

Les descripteurs sont en principe empruntés au thésaurus du SIBONU. Une liste des descripteurs complémentaires concernant les questions féminines est actuellement mise au point par le Service de promotion de la femme, puisque le thésaurus est conçu pour être la source fondamentale des descripteurs destinés au personnel chargé de l'indexage et du catalogage dans plusieurs services de la bibliothèque Dag Hammarskjöld et d'autres bibliothèques du réseau SIBONU.

Trois types de listes de sorties sont produites à partir de la base de données: une liste de résultats de recherche, une liste de consultation et des index composés d'auteurs à titre personnel, d'auteurs qui représentent des institutions, de conférences, de titres et de sujets traités.

Pour avoir davantage d'information, veuillez contacter le Service pour la promotion de la femme, Centre pour le développement social et les affaires humanitaires, Bureau de l'ONU, P.O. Box 500, A-1400 Vienne, Autriche. □



Les réseaux selon UNIFEM

Un entretien avec Irène M. Santiago, responsable de la section Asie/Pacifique à l'UNIFEM. Journaliste, titulaire d'une maîtrise de l'Université de Columbia, elle est cofondatrice de *Filipina*, une organisation nationale de femmes aux Philippines, et coordonnatrice de l'*Asian Women's Research and Action Network* (Réseau de recherche et d'action des femmes de l'Asie), auprès de la Conférence de Nairobi de 1985.

INSTRAW NOUVELLES: Comment avez-vous commencé à créer des réseaux?

IRENE SANTIAGO: En 1977, lorsque je travaillais à l'organisation de mouvements de base au Sud des Philippines avec des femmes musulmanes pauvres, dont l'impuissance venait en partie de leur isolement les unes des autres. Essayant de former des leaders parmi les femmes, nous avions essayé les séminaires et ateliers traditionnels. Mais, nous avions remarqué que l'un des meilleurs moyens d'établir un rapport entre leurs vies et celles d'autres femmes, étaient que les unes visitent les villages des autres. La portée et la profondeur de leur analyse de l'oppression de la femme dépendaient dans une large mesure de ces contacts. Plus tard, au sein de *Filipina*, j'ai vu comment les femmes, avec leurs ressources limitées, pouvaient devenir efficaces en créant des réseaux avec d'autres femmes en mesure d'offrir d'autres services. Ceci nous a poussées à organiser l'*Asian Women's Research and Action Network*, avec des chercheurs, des agents de développement et des activistes de 16 pays de la région. Isolées, nous étions impuissantes; ensemble, nous devenions efficaces.

IN: Ces réseaux représentent-ils un nouveau mécanisme?

IS: Non, les femmes ont toujours créé des réseaux. C'est comme cela qu'elles ont pu survivre. Etant donné que leurs rôles et leurs responsabilités sont tellement divers et écrasants, les femmes ont créé de nombreux réseaux entre leurs familles, leurs voisins et leurs lieux de travail (lesquels, pour beaucoup d'entre elles dans l'économie non structurée, peuvent englober toute la ville), en vue d'échanger des services et des informations, ou pour y trouver réconfort et inspiration. Il y a donc des réseaux pour différents besoins sociaux, économiques, psychologiques et politiques.

IN: Comment UNIFEM utilise-t-il les réseaux dans son travail?

IS: UNIFEM a deux priorités. La première est de servir de catalyseur au sein de l'ONU pour la collaboration au développement, afin de garantir la participation adéquate des femmes aux grandes activités de développement. Le second mandat est d'appuyer des projets innovateurs et expérimentaux au bénéfice des femmes, en accord avec les priorités nationales et régionales. Etant donné que ces réseaux augmentent l'efficacité des individus et des groupes, nous aiderons au renforcement des réseaux de femmes dans de nombreux domaines et à différents niveaux. Nous espérons aussi appuyer le développement de réseaux de planificateurs et de fonctionnaires publics qui peuvent, à leur tour, créer des réseaux avec les ONG.

IN: Comment expliquer cette interaction entre des réseaux de caractères si différents?

IS: UNIFEM a un rôle de catalyseur en aidant les organisations multilatérales de développement à comprendre la nature des réseaux, afin qu'ils soient acceptés davantage comme mécanisme efficace de développement. Les réseaux ne sont pas des organisations formelles, avec conseils d'administration et hiérarchies. Un problème qui reste posé est celui des responsables. Dans une structure formelle, il est facile de comprendre qui est responsable. Mais, lorsqu'il s'agit de réseaux, qui est le responsable? Qui prend les décisions? Comme l'a écrit Georgina Ashworth de *Change*, "leur essence c'est la responsabilité et le soutien mutuels, s'intensifiant à travers le contact personnel au-delà des frontières politiques, des professions et des disciplines, des origines de classe et des nationalités". A mon avis, les réseaux tirent leur efficacité précisément de leur capacité à promouvoir les initiatives individuelles dans un cadre collectif. □

Femmes et développement au PNUD

Le développement signifie, essentiellement, créer de nouveaux emplois aussi pour les femmes. Mais il est tout aussi important que les connaissances, les compétences et l'expérience dont les femmes font preuve dans leurs activités tellement diverses ne soient pas perdues.

Lors du Conseil d'administration de l'année dernière, le PNUD a annoncé la création d'une *Division pour les femmes et le développement*, chargée de garantir aux femmes un rôle beaucoup plus important, en tant que participantes et bénéficiaires, dans tous les programmes et projets financés par le PNUD.(...)

Il y a encore beaucoup à faire pour améliorer la situation actuelle. Ceci a été souligné par l'un des membres du Bureau régional qui a mené une enquête sur le pourcentage de femmes ayant bénéficié de bourses de perfectionnement ou participé à des voyages d'études ou à des séminaires. Toutes activités et pays confondus, le taux de participation féminine atteignait 16%. Mais si l'on tient compte des pays, l'écart varie de 0 à 50%. Nous voyons donc qu'il est tout à fait possible d'obtenir des taux de participation supérieurs. Lorsqu'il diffuse des offres de ce genre, le Bureau régional demande dorénavant des candidates.(...)

Au cours de la première année, nous sommes parvenus à un consensus en ce qui concerne les approches, les politiques et les méthodes de travail. Nous avons formé le personnel et invité d'autres organismes des Nations Unies ainsi que des contreparties gouvernementales à nos activités de formation. L'expérience nous a appris que la formation inspire de nouvelles initiatives aux fonctionnaires des bureaux extérieurs. L'année prochaine, nous étendrons ce programme de formation, tant du point de vue géographique que collaboratif. Ont participé aux séminaires des sous-régions des institutions régionales, telles que l'ESAMI, l'APDC et l'INSTRAW.

En ce qui concerne sa deuxième année de fonctionnement, la Division envisage d'intensifier ses efforts dans le

domaine de l'évaluation de projets spécifiques ainsi que dans celui de la planification du développement en général. Nous donnerons suite aux demandes de conseil spécifiques par secteur pour des projets en menant à bon terme un memorandum consultatif relatif aux programmes.

Je voudrais insister sur ce point: la Division n'est qu'un mécanisme interne de soutien. Mais ce sera l'engagement et les initiatives des bureaux hors siège et leurs accords de coopération avec les gouvernements, les agences et les institutions, ainsi qu'avec les habitants de ces pays, qui décideront en dernière instance si l'intérêt du PNUD en faveur des femmes et du développement aura ou non des effets réels. Tel est le message bien précis qui a été adressé aux bureaux et aux agences de l'extérieur en matière de politiques et procédures relatives aux femmes et au développement.

La question des femmes et du développement constitue une priorité essentielle pour le PNUD, en faveur de laquelle travaillent activement, non seulement 25% du personnel professionnel —qui sont des femmes—, les 11 femmes qui occupent des postes de Représentantes résidentes ou les 20 femmes Représentantes résidentes adjointes, mais aussi nos collègues masculins qui y participent pleinement.

La question des femmes et du développement est une affaire de travail professionnel et non pas une affaire privée pour les cadres de PNUD. C'est le personnel permanent qui doit s'en occuper, et non pas les spécialistes appartenant à l'organisme ni les consultants extérieurs, même si les services de ces personnes peuvent se révéler nécessaires. □

Tiré de la *Déclaration au Conseil d'administration*, juin 1988, par Ingrid Eide, Directrice du programme, Division pour les femmes et le développement, Bureau des programmes, politiques et évaluations, PNUD. Mme Eide est une ancienne membre du Conseil d'administration de l'INSTRAW.

Un pont entre l'ONU et les ONG

Service de liaison non gouvernementale.

Ce Service a été fondé en 1975-76 par plusieurs organisations de l'ONU, des gouvernements et des fondations privées. Il a été créé afin d'instituer ou d'améliorer des voies de communication entre le système des Nations Unies et les habitants des pays industrialisés, en ce qui concerne en particulier les modifications qui doivent intervenir dans les relations économiques Nord-Sud. Au terme de dix ans de fonctionnement, à partir de ses deux bureaux, à New York et à Genève, son mandat initial d'éducation en matière de développement s'est élargi et inclut maintenant les ONG qui travaillent dans les pays en développement.

L'enchevêtrement des communications entre les institutions des Nations Unies et les ONG, tant dans les pays industrialisés que dans les pays en développement, permet au Service de mener à bien une collaboration qui sert au mieux les intérêts mutuels des deux instances. Le Service alimente le système des Nations Unies des débats et des activités des ONG. Parallèlement, le Service fournit aux ONG des informations essentielles sur les Nations Unies et sur les questions auxquelles celles-ci accordent la priorité et il essaie de satis-

faire les besoins et les demandes des membres des ONG qui travaillent au niveau international, national ou local.

La Décennie des Nations Unies pour les femmes a ajouté le thème de l'inégalité des sexes au débat international portant sur les modèles de développement. Par ailleurs, les mouvements de femmes ont jeté un jour nouveau sur les sphères privée et publique, et donc sur la conception et la définition des politiques gouvernementales. Ultérieurement, les Stratégies prospectives d'action ont confirmé la conscience globale que "tout ce qui est personnel est politique". La compréhension que les plaintes individuelles étaient en réalité communes entraîna la conviction profonde que l'action stratégique collective était non seulement nécessaire, mais possible.

Le Service pouvait difficilement éviter cette force historique dynamique, au moment où les femmes s'efforçaient de construire dans le monde entier la solidarité sororale. La création de coalitions dans les pays du Nord et du Sud est la colonne vertébrale de presque tout le travail du Service en faveur des femmes. Du fait de la prolifération des organisations de femmes et de l'extrême diversité des activités des Nations Unies en faveur des femmes, le Service travaille selon une modalité adaptée au sujet et il prépare des coffrets d'information, des symposiums, des ateliers, des forums et des publications, afin d'aider les ONG et l'ONU dans le domaine de la recherche, de l'éducation et de l'action.

Après la Conférence de Nairobi, deux questions se sont affirmées comme des exemples pertinents de la collaboration ONU/ONG: la dette extérieure et la sécurité alimentaire de l'Afrique.

Tout d'abord, un réseau spontané d'organisations de femmes qui s'intéressaient à la crise mondiale de l'endettement et à l'analyse économique des solutions possibles s'était formé. Les réponses que plus de 110 chercheurs et/ou organisations représentant 36 pays ont donné à un questionnaire préparé par le Service ont servi de base de données pour un bureau de référence sur les femmes et les politiques économiques.

En ce qui concerne la seconde question, une combinaison exceptionnelle d'ONG nationales et internationales, d'organisations des Nations Unies —dont l'INSTRAW— et de gouvernements a donné naissance à l'association des *Défenseurs de la sécurité alimentaire de l'Afrique: allègement du fardeau des femmes*. Ce groupe de travail s'est réuni régulièrement et a mis au point deux ouvrages (*Etudes de cas africains: vers la sécurité alimentaire* et *La femme, élément clé de la sécurité alimentaire de l'Afrique*). Il a également organisé trois symposiums (cf. le compte-rendu en page 33).

Les réseaux créent de nouvelles associations entre les ONG et l'ONU. En ce qui concerne les ONG, ces liens donnent naissance ou accroissent une clientèle informée que rapproche son activisme en faveur du développement et l'appui qu'elle offre aux Nations Unies. En ce qui concerne les Nations Unies, ils permettent une meilleure compréhension de l'optique non gouvernementale et du travail de liaison. □

Cet article a été écrit par Mme Joyce Yu, Church Women United, Service de liaison non gouvernementale, New York.



LES RESEAUX DE FEMMES

des manières différentes de considérer les choses

Quelques réflexions sur les réseaux qui s'établissent actuellement, au niveau national et international entre les femmes des pays du tiers monde: des enjeux, des idées et des initiatives qui ont des conséquences considérables pour nous toutes.

Les réseaux: ce mot est d'ores et déjà si familier que nous nous pré-occupons rarement de réfléchir à ce qu'il veut réellement dire et où il nous mène.

Les réseaux: c'est un concept à la fois ancien et nouveau: il témoigne des "anciens réseaux d'hommes" et il assiste à la montée des "nouveaux réseaux de femmes".

Les réseaux: il s'agit d'un processus et d'un résultat, mais c'est un résultat qui dépend du processus.

Les réseaux: ils peuvent être officiels ou non officiels, voulus ou spontanés, personnels, professionnels ou politiques. Ils se nouent entre particuliers ou entre institutions, à tous les niveaux: local, national, régional ou international.

Pour nous, les femmes, les réseaux se sont révélés d'une importance capitale lors de nos tentatives présentes et passées pour nous regrouper autour de questions qui nous concernent toutes.

- Notre demande pour devenir membre d'une organisation officielle a été repoussée... les réseaux proposent d'autres modalités d'association.

- Nous manquons d'information sur des questions qui nous intéressent et nous concernent... les réseaux fournissent l'information nécessaire.

- Nous sommes seules pour réaliser des changements... les réseaux apportent solidarité et soutien.

Plusieurs mots clés définissent la nature de l'activité des réseaux entre les femmes et entre les groupes du monde entier:

- **Autonomie:** le désir d'être indépendante, de ne pas être membre d'organisations internationales existantes, de définir ses propres programmes et son champ d'action selon sa réalité propre.

- **Formation d'une coalition:** la prise

de conscience qu'une action efficace exige une action concertée entre plusieurs groupes prépare individuelles et organisations à faire partie des réseaux.

- **Action:** l'union pour effectuer des changements au sein d'institutions, de collectivités, de pays ou de la société tout entière.

- **Mondial:** le sentiment d'appartenir à un mouvement mondial; la volonté de s'intégrer au sein d'un mouvement plus vaste sans pour autant perdre son indépendance.

Les réseaux entre femmes qui, à l'origine cherchaient une solution alternative à l'impossibilité d'accéder aux organisations et voies de communication officielles, se révèlent être un mécanisme positif, innovateur, substitutif et vital, que nous ne commençons qu'à peine à bien connaître et à savoir utiliser. L'intégration des femmes, autrefois laissées pour compte, dans ces réseaux qui prennent de plus en plus d'importance a permis à une nouvelle population, invisible auparavant, d'entrer en scène officiellement en quantités jamais vues jusqu'à présent.

Les questions dont s'occupent ces réseaux et la force qui anime leurs idées et leurs initiatives ont pour conséquence *une modification du calendrier de travail ainsi qu'une redéfinition de l'ordre des priorités*. Leur mode de fonctionnement permet d'explorer de nouvelles manières d'établir des relations entre individus et groupes en posant différemment le problème du déséquilibre en matière de pouvoir qui prévaut actuellement dans les relations Nord-Sud.

En outre, du fait de leur nature spécifique, les réseaux impliquent certains obstacles qui les convertissent en problèmes épineux. Ainsi:

- Les réseaux sont des mouvements fluctuants, vivants, qui surgissent, se modifient, grandissent et meurent constamment pour renaître sous des modalités et des apparences différentes. Ils défient toute tentative tendant à les institutionnaliser.

- Les réseaux dépassent souvent les proches frontières géographiques

(réseaux existants entre points très éloignés, réseaux nationaux, régionaux, internationaux) et requièrent par là même une infrastructure solide. Les réseaux sont tout particulièrement vulnérables lorsque leurs membres, qu'il s'agisse de particuliers ou d'organisation n'ont ni les ressources financières et techniques ni le temps nécessaires à consacrer à cette tâche.

- Les réseaux présupposent une démarche égalitaire pour aborder les problèmes et ils sont généralement réfractaires aux patrons traditionnels de direction et aux schémas d'organisation administrative hiérarchisée, dilemme souvent difficile à résoudre.

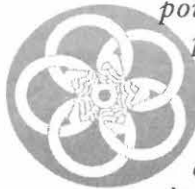
- Les réseaux ont besoin de temps, d'énergie et d'argent pour vivre et se développer, et même s'ils en disposent, en maintenir un en vie peut être une tâche astreignante. La mise à jour des listes d'envois et l'habileté nécessaire pour élaborer des listes spécialisées font partie du travail caché des réseaux.

Du fait même que les réseaux surgissent souvent de rencontres personnelles, ils tendent à être spontanés à leurs débuts et cessent facilement d'exister s'ils ont l'impression qu'on cherche à les diriger, à les modifier ou à les manipuler. Les réseaux sont comme des flocons de neige que l'on place sous une lumière vive pour mieux les examiner: ils fondent.

Du fait de tous les obstacles rencontrés présentement par les femmes, les réseaux offrent des possibilités que nous n'avons pas encore envisagées dans toute leur extension: les réseaux ouvrent des horizons nouveaux, ils permettent de considérer et de faire les choses différemment, de créer de nouvelles structures administratives et d'établir des relations différentes avec les unes et les autres. Les réseaux nous invitent à réexaminer et à redéfinir quelques-uns de nos concepts fondamentaux. □

Vicky J. Semler, Directrice adjointe du Centre de la Tribune internationale des femmes. Pour toute information supplémentaire sur cette organisation, cf. en page 13).

Le monde des ONG déborde d'idées innovatrices, d'énergies inépuisables et d'exemples sur de nouvelles modalités de réseaux qui parviennent à leurs fins. Dans de nombreux domaines qui vont des efforts pour porter secours aux affamés en Afrique aux initiatives de construction de logements par les communautés elles-mêmes en Amérique latine, des combats menés contre la traite des femmes en Asie jusqu'aux campagnes pour l'allaitement maternel dans le monde entier, les ONG se sont révélées des organisateurs adroits et des défenseurs de premier ordre des intérêts des femmes. Leur crédibilité et leur champ d'action ont considérablement progressé et elles ont démontré qu'elles pouvaient assumer le rôle de médiateur et transmettre les revendications et les préoccupations des collectivités aux autorités responsables et vice-versa. Ne conserver que quatre exemples de ces réseaux a été une tâche ardue mais le manque d'espace nous a forcé à faire un choix. En les sélectionnant, nous voulons souligner la variété des modalités et des objectifs qu'adopte la question des femmes et du développement.



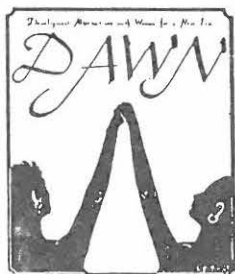
Les réseaux à l'échelle globale

DAWN

La femme pauvre dans le développement

DAWN (Development Alternatives with Women for a New Era) est un réseau de chercheuses et de femmes impliquées dans le mouvement des femmes du tiers monde. Depuis 1984, DAWN a travaillé à la promotion de recherches, d'actions communautaires et d'échange d'informations, en faveur de la participation pleine et entière des femmes dans le processus de la prise de décision, dans le cadre d'un échange économique et technologique international plus juste.

DAWN considère le développement du point de vue des femmes pauvres, qui représentent la majorité des défavorisés sociaux et économiques du monde entier. Le développement étant supprimer la pauvreté, permettre l'accès à un travail digne et réduire les inégalités sociales et économiques, DAWN a estimé que la perspective des femmes pauvres était la plus indiquée. La recherche effectuée par DAWN a tenté d'évaluer dans quelle mesure les stratégies de développement lèsent ou favorisent les secteurs les plus pauvres et les plus opprimés de la population, et de juger leur impact sur toute une série de domaines et d'activités essentiels pour le développement.



DAWN a joué un rôle d'importance lors du Forum des ONG de la Conférence de Nairobi de 1985, en organisant plusieurs ateliers au cours desquels une assistance nombreuse a pu discuter de thèmes importants pour les femmes dans le développement. Le groupe en est sorti avec des propositions claires et cohérentes sur les conséquences de la crise sur les femmes et les hommes, sur le lien entre les problèmes locaux et globaux, et le besoin d'alternatives conférant du pouvoir aux femmes.

Après Nairobi, DAWN a affiné ses concepts et défini un programme d'activités, dans les trois domaines retenus pour la recherche comparative: la crise de la production d'aliments et d'énergie; les femmes et la dette internationale; les mouvements de femmes et leurs stratégies.

DAWN, structure de fonctionnement souple plutôt qu'organisation de membres formels, sert de réseau, de forum aux nouvelles idées sur la femme dans le développement. Son siège est déplacé d'une région à l'autre tous les deux ans. Six coordonnatrices (recherche, communication, revendications, relations internationales, publications, et formation) provenant de chacune des régions sont nommées à son Conseil. La coordination générale ou secrétariat qui siégeait auparavant à New Delhi se trouve actuellement à Rio de Janeiro (Brésil). □

Personne à contacter: Neuma Aguiar.
Adresse: IUPERJ, Rua Paulino Fernandes, 32. Rio de Janeiro RJ 22270. Botafogo, Brésil.

ISIS INTERNATIONAL

Les femmes du tiers-monde prennent la parole

Depuis 1974, le Service de l'information et de la communication international des femmes-ISIS brosse un tableau vraiment complet du mouvement des femmes dans le monde. Coordonné



par une petite équipe internationale de femmes à Rome et à Santiago, ISIS dirige un réseau de 10.000 membres dans 150 pays, des groupes et des individus travaillant sur des sujets d'importance pour les femmes.

ISIS développe des voies de communication entre les femmes, en particulier au niveau sud-sud; crée des liens d'appui et de solidarité entre les réseaux de femmes à l'échelle locale, régionale et globale; mobilise l'information et présente des modèles d'action aux femmes; offre des cours de formation et de l'aide technique dans les domaines de la communication et de l'information; et promeut la compétence et le développement des femmes.

En 1984, deux branches de l'ISIS ont été créées: l'Echange interculturel international des femmes (Isis-WICCE), dont le siège se trouve à Genève, en Suisse, et le Service international de l'information et de la communication des femmes, qui maintient deux sièges, l'un à Rome, en Italie, et l'autre à

Santiago du Chili. Le siège de Santiago coordonne le Réseau de santé des femmes pour l'Amérique latine et la Caraïbe.

Deux fois par an, le *Journal international des femmes de l'ISIS* procède à l'examen de sujets de fond tels que: les femmes et les moyens de communication; la santé; les travailleuses en Asie; les femmes en tant que consommatrices; le féminisme en Amérique latine. Dans le but de décentraliser et de renforcer les liens internationaux et pour veiller à ce que les femmes du tiers monde prennent la parole en leur nom propre, chaque publication est produite, en collaboration avec *Isis International*, par un groupe différent ayant une compétence particulière en la matière. *Femmes en action*, le supplément au journal, publie des informations actualisées sur les groupes, les activités et les ressources du mouvement des femmes.

Ses centres de documentation à Rome et à Santiago ont monté une collection unique de matériaux écrits et audiovisuels, constituant ainsi une véritable bibliothèque du mouvement des femmes au cours des 15 dernières années. L'information s'obtient par l'intermédiaire d'un système de saisie informatisé utilisant des descripteurs et des mots clés. □

Personne à contacter: Marilee Karl.
Adresse: Via San Saba 5. Rome
00153. Italie.

LE SERVICE DE NOUVELLES DES FEMMES

La réalité vue par les femmes

Les moyens de communication façonnent notre perception de la réalité. Par conséquent, l'amélioration



du flot et de la qualité des nouvelles sur les femmes du tiers monde contribue au changement des attitudes à l'égard de celles-ci. Il existe depuis 1978 un projet novateur permettant aux journalistes latino-américaines, africaines et asiatiques d'écrire des nouvelles et des articles sur les femmes de leurs pays, d'un point de vue de femme et résolument axé sur le développement.

Le Service de nouvelles des femmes est un projet de l'Inter Press Service

(IPS), une agence de presse du tiers monde qui s'est engagée à écrire dans un style accélérant le flux d'informations sud-sud, d'une part, et nord-sud, d'autre part. Ce besoin d'informations différentes sur les femmes découle de l'indifférence générale et amplement démontrée des grands moyens d'informations dans le monde entier à l'égard des femmes du tiers monde et de leurs problèmes. Les reportages antérieurs de journalistes masculins ou de profanes dont la compréhension de la réalité locale est limitée, et n'ayant pas séjourné assez longtemps dans le pays, ne reflétaient pas une image fidèle de l'épanouissement du mouvement des femmes dans les pays en développement.

Le Service s'est donné pour tâche de corriger cette image dénaturée des femmes du tiers monde dans les principaux moyens de communication. Ses correspondants sur place écrivent sur la condition des femmes et leur rôle politique et social. Destinés à un public le plus large possible, les articles mettent l'accent sur les changements au sein du développement et sur les nouvelles tendances sociales dans la société. Leur style évite tout stéréotype et sensationnalisme.

Des centres régionaux à San José, New Delhi, Manille et Harare coordonnent le travail de correspondants nationaux et éditent leur matériel en vue de la distribution régionale. Par le télex de l'IPS, ce matériel est alors expédié au bureau central de Rome qui se chargera de la sélection et de la traduction de quelques articles de fond distribués par téletype aux abonnés aux niveaux interrégional et international: agences de presse, presse écrite, réseaux de télédiffusion, agences des Nations Unies, gouvernements et organisations non gouvernementales. D'autre part, un bulletin publiant une sélection d'articles de diverses régions paraît deux fois par mois.

Les réseaux régionaux créés par le biais du Service pourraient servir ultérieurement d'infrastructure d'échange d'informations transmises par le télex de l'IPS. □

Personne à contacter: Anita Anand.
Adresse: IPS, Via Panisperma
207, 00184 Rome,
Italie.

CENTRE DE LA TRIBUNE INTERNATIONALE DE LA FEMME

Le Centre de la tribune internationale de la femme, organisation

non gouvernementale sans but lucratif, fondée en 1976, opère comme intermédiaire de communication, essentiellement au niveau communautaire au bénéfice de 14.000 personnes, à titre individuel ou regroupées au sein d'associations, dans 160 pays.

Il constitue une source d'information et de coopération technique dans



les domaines de la technologie appropriée, du développement économique des communautés et des médias bon

marché. Travaillant en collaboration avec des organisations nationales, régionales et internationales de femmes, le Centre encourage les femmes à faibles revenus des zones urbaines et rurales à participer au processus de développement.

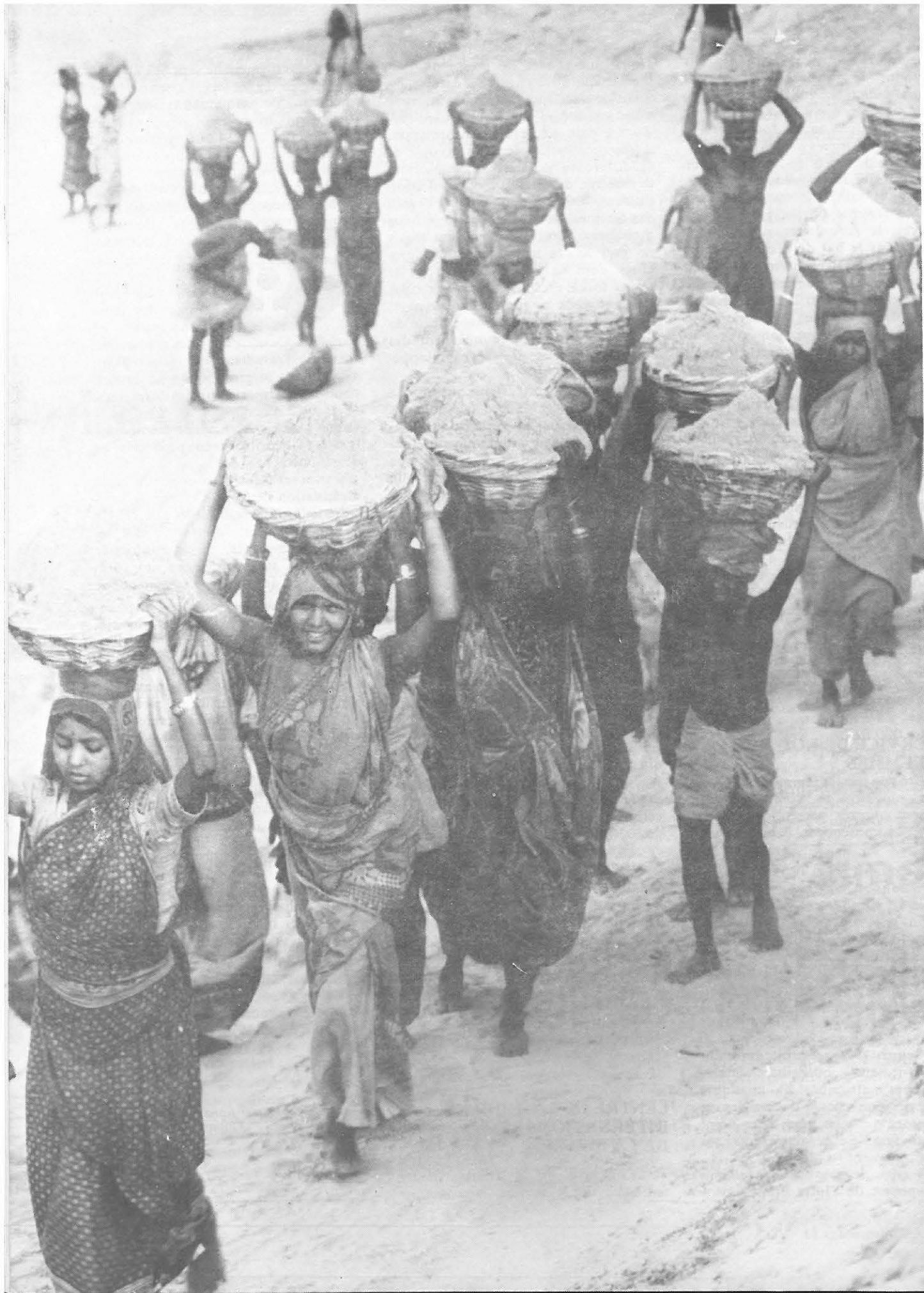
Parmi ses principaux objectifs, cette organisation s'efforce d'établir des liens entre les groupements et les particuliers qui mènent des actions ou des recherches similaires, et de contribuer activement au recensement des compétences et des ressources existant sur place.

Le Centre publie des bulletins trimestriels et des manuels, ainsi que des annuaires et des brochures sur des thèmes d'importance, tels que la technologie appropriée, la communication communautaire, le logement, les syndicats et les techniques de marketing pour les projets créateurs de revenus. Ses livres de graphisme et ses manuels de financement international sont mis à profit par les groupements du monde entier pour leurs publications et leurs avant-projets.

En ce qui concerne l'assistance technique et la formation, cette organisation collabore à des projets d'apprentissage actif en faveur du travail communautaire, recense les sources de financement appropriées et aide les associations à élaborer leur propre matériel de communication.

Son siège de New York abrite les archives des réunions mondiales tenues par les ONG en 1975, 1980 et 1985, à l'occasion de la Décennie des Nations Unies pour la femme. □

Personne à contacter: Anne S. Walker.
Adresse: International Women's
Tribune Center, 777
United Nations Plaza,
New York, N.Y. 10017,
Etats-Unis.



Le déchargement de sable à Varanasi (Inde)
ONU/John Meir



Les technologies de la communication pour les femmes dans le développement

*Une réunion consultative internationale organisée par l'INSTRAW,
grâce à l'apport du Gouvernement italien et de la Fondation Friedrich Ebert,
à Rome, du 24 au 28 Octobre 1988.*

OBJECTIFS. L'objectif principal était de discuter et d'établir des politiques et des recommandations programmatiques pour l'application des technologies, stratégies et techniques de la communication au domaine des femmes dans le développement. On a été particulièrement attentif aux expériences applicables aux pays en développement.

PARTICIPANTS. La réunion a rassemblé des experts de la communication venant de pays développés et en développement, ainsi que des représentants d'organisations internationales et d'organismes de l'ONU intéressés à rehausser l'utilisation des technologies de la communication pour les femmes dans le développement. Les contributions seront publiées par la suite avec les actes de la réunion.

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE. La réunion a abordé les points suivants:

- **La pertinence des communications pour les femmes dans le développement.** On a évalué les possibilités d'utiliser les technologies de la communication pour les femmes en prenant en compte les expériences pertinentes des pays en développement. On a porté spécialement attention aux tech-

nologies les plus répandues telles que:

- a) **la radio rurale:** pour les domaines de la santé (vaccination, nutrition, etc.), de l'éducation (écoles radio-phoniques), de la diffusion de l'information liée au développement (marchés, agriculture, transport, etc.);

- b) **la télévision:** pour les mêmes domaines que la radio, mais plus adéquate aux publics urbains des pays en développement. On a également inclus les expériences à petite échelle avec la télévision de basse intensité énergétique;

- c) **autres technologies:** cassettes audio et vidéo, films et diaporamas, ensemble multi-média de formation. Lors des discussions, on a pris également en compte le rôle des institutions nationales de développement et de formation, ainsi que des agents de la communication interpersonnelle (moniteurs dans les domaines de l'agriculture ou de la santé, enseignants, etc.).

- **Identification des nouvelles possibilités des technologies de la communication pour les femmes dans le développement.** Les experts ont présenté des idées et propositions de programmes et projets dans ce domaine. Les exposés ont traité tant des techno-

logies déjà répandues que d'autres plus nouvelles ou même pionnières telles que: ordinateurs pour bases et transferts de données ou pour apprentissage; télécommunications pour conférences; satellites pour atteindre les contrées isolées; vidéo et télé textes interactifs; édition électronique; etc.

- **Domaines prioritaires d'action au niveau national et/ou local.** On a identifié les domaines prioritaires d'action en se basant sur des expériences pertinentes et diverses possibilités technologiques. On a insisté particulièrement sur le contenu ou les logiciels qui doivent être élaborés, en ayant comme souci les besoins des femmes dans les pays en développement. On a élaboré des politiques modèles et/ou des directives d'action conformes aux Stratégies de Nairobi.

- **Modalités de coopération internationale pour l'utilisation des technologies de la communication pour les femmes dans le développement.** Les discussions ont été centrées sur les diverses possibilités de coopération internationale pour garantir la formulation et la mise en application des programmes et de projets d'action dans ce domaine. □

LES TRAVAUX MENAGERS

pourquoi et comment doivent-ils être incorporés à la Classification internationale type des professions

Les classifications jouent un rôle stratégique dans la production de statistiques. Une classification précise peut mettre en évidence des faits qui, dans le cas contraire, resteraient cachés et qui sont tout particulièrement importants quand on collecte des informations relatives aux activités économiques des femmes que les catégories traditionnelles ne reflètent pas toujours. Une étude récente de l'INSTRAW et du Bureau de statistique de l'ONU commente les aspects principaux du projet de révision de la Classification internationale type de professions (CITP) actuellement en cours. L'extrait cité ici met en lumière les difficultés rencontrées pour inclure les tâches ménagères dans la classification.

Quand on discute la révision de la CITP, on doit se rappeler deux choses: les classifications sont importantes car elles constituent les fondations sur lesquelles reposent les statistiques; les classifications indiquent comment est perçue la société au moment où elles sont établies, ce qui ne permet guère d'y incorporer de nouveaux domaines ou catégories.

Il faut trouver des subdivisions, des classifications spéciales et des définitions qui montrent la nature spécifique de la participation des femmes à la vie économique. Dans la pratique, cela est bien plus complexe qu'il n'apparaît au premier abord, du fait que la place qu'occupe la femme au sein de la production ne peut se comprendre que si l'on tient compte d'un grand nombre d'influences différentes (sociales, historiques, culturelles et/ou traditionnelles).

Il est exact que des facteurs similaires influent, jusqu'à un certain point, sur les patrons de travail des hommes. La différence réside dans le fait que les recherches, les enquêtes et les dénombrements effectués par le passé, et même de nos jours, ferment les yeux sur les différences d'origine sexuelle, ce qui signifie que les problèmes spécifiquement féminins sont négligés. Afin de corriger ce déséquilibre, il est nécessaire d'insister sur le rôle essentiel que joue la femme au sein de la population active. Ceci, à son tour, confirme qu'il est nécessaire d'élargir les systèmes de classification statistique actuels et d'établir des normes permettant la classification croisée et susceptibles d'être utilisées avec d'autres classifications.

Surtout le travail des femmes

Comme le dit le projet de révision présenté à la table de discussion de Genève en 1986, la révision devra "dans la mesure du possible, refléter l'état actuel des professions dans les pays en développement ainsi que dans les pays industrialisés, et elle devra être conçue de façon à permettre d'introduire des modifications à la composition des professions, du fait même des changements technologiques qui sont intervenus au cours des vingt années écoulées depuis la dernière révision, ainsi que ceux qui se produiront dans les années à venir".

L'un des points dont il faut tenir compte est la classification d'une profession qui reste dans une grande mesure un travail féminin, à savoir le travail effectué dans son propre foyer(...) Ceci sera désigné sous le nom de travaux ménagers, pour les différencier nettement des services domestiques et des autres professions similaires rémunérées. Les travaux ménagers sont d'une importance capitale aussi bien mathématiquement parlant que du fait de leur portée pour le bon fonctionnement de l'économie tout entière. En effet, ils se trouvent à la base du tissu social des nations et ils constituent la réserve stratégique de main-d'oeuvre industrielle. C'est pour toutes ces raisons que cette profession devrait se trouver dans la CITP.

Même si l'on accepte qu'il faut, par principe, inclure les travaux ménagers dans la classification, de nombreux obstacles persistent dans la pratique. L'un d'entre eux concerne la manière de délimiter cette activité pour qu'elle

corresponde aux besoins des usagers et qu'elle ne dépasse pas les possibilités des statisticiens. Il est évident que cette classification, même si elle concerne principalement les femmes, ne se limite pas à celles-ci. Par ailleurs, la limite d'âge pour cette catégorie devrait être la même que pour toutes les autres. Il faut cependant admettre que des critères différents pourraient être acceptés en matière d'âge, du fait que des enfants et des personnes âgées exercent souvent ce travail.

Quand, comment et pendant combien de temps?

Les délimitations doivent tenir compte des circonstances particulières où ces activités se déroulent. Ainsi, les emplois rémunérés et le travail indépendant sont définis par le fait que la personne réalise pendant la période de référence "du travail", ce qui est interprété comme un travail d'une durée d'une heure au moins. Pour les travaux ménagers, la réalisation des tâches ménagères à temps complet serait un meilleur critère.

Ceci laisse sans réponse la question concernant ce qu'il faut faire en cas de travaux ménagers qui ne sont pas à temps complet. Si ceux-ci ne sont pas à temps complet parce que la personne a un emploi rémunéré (ou travaille à son compte pour le marché), la question est résolue en appliquant la règle selon laquelle cette activité (telle qu'elle est définie ici) devra avoir priorité sur l'inactivité (telle qu'elle est définie ici). Dans le cadre de la nouvelle classification, faire partie de la population active l'emporte sur le fait d'appartenir à la

"population active étendue" et celle-ci à son tour l'emporte sur la population inactive. Cependant, il s'agit d'une solution purement formelle qui ne prend pas en considération la situation réelle; celle-ci ne sera vraiment connue que si une question portant sur "l'occupation secondaire" est incorporée aux recensements et aux enquêtes.

La quantité minimale d'heures de travail nécessaires pour pouvoir faire partie de cette catégorie devra être déterminée après consultations. Les cas les plus difficiles à trancher seront ceux où les travaux ménagers sont étroitement associés à d'autres activités économiques réalisées au sein du ménage, telles que le tissage de tapis ou l'agriculture autour ou à proximité de la maison. Parfois, les deux activités empiètent l'une sur l'autre; dans ce cas, on peut distribuer le temps entre les différentes activités, mais il ne faut jamais le compter plus d'une fois.

La profession des travaux ménagers comprend les tâches et les fonctions réalisées par un membre du ménage et qui ne sont pas destinées à être commercialisées puisqu'elles se font pour le seul bénéfice des autres membres du ménage. Ceci crée un problème, qui serait, d'ailleurs, résolu automatiquement si ces tâches avaient vraiment un but commercial. Le problème consiste à savoir quelles sont les fonctions et les tâches qui doivent faire partie de cette profession. Dans ce cas et dans des cas similaires, on a généralement recours à ce qu'on appelle le critère de la "tierce personne", c'est à dire que l'on se pose la question si l'activité peut être effectuée par une personne autre que celle qui en tire directement profit. Avec ce critère, la démarcation entre ce qui est occupation et ce qui est un loisir est facile à établir.

Pas de salaire ni de contrat de travail

Les activités de marché et celles hors marché se distinguent également sur un autre point. Bien qu'il existe des exceptions, la plupart de ceux qui travaillent pour un employeur le font en vertu d'un contrat. Ce contrat peut être un contrat individuel ou une convention collective, il peut être écrit ou verbal, mais dans l'ensemble, il établit les conditions générales du travail à réaliser et il précise également le

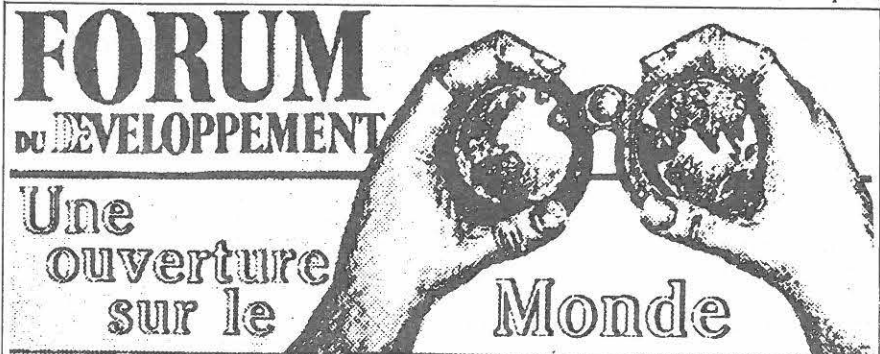
montant de la rémunération du travailleur.

Dans le cas des travaux ménagers, il n'y a pas de contrat de ce genre. Si le ménage et la famille coïncident, il peut y avoir un contrat de mariage et/ou des habitudes et des coutumes socialement acceptées qui distribuent le travail au sein de la famille. Ces habitudes ne parlent généralement pas de la quantité d'heures de travail, ni de

vacances ni de congés de maladie; il n'y a ni salaire ni sécurité sociale.

La différence entre activités de marché et hors marché et le passage de l'une à l'autre représentent un défi pour les statistiques économiques et, en particulier, pour la quantification du produit et du revenu nationaux. Chaque fois que des activités hors marché qui n'étaient pas comptabilisées dans les agrégats macro-économiques,

(suite p. 34)



Le Développement est un tout.

Condition de la femme, travail, agriculture, alimentation, échanges commerciaux, problèmes financiers, transports aériens, maritimes ou terrestres, emploi, logement, environnement, questions démographiques, enfance, industrialisation, moyens de communication, recherche, culture, santé, météo... il n'est pas un seul aspect du processus du développement qui soit négligé par l'Organisation des Nations Unies et par ses institutions spécialisées.

Forum du développement est la seule publication régulière de l'ensemble du système des Nations Unies consacrée aux questions économiques et sociales.

Forum du développement ne se contente pas de présenter toutes les informations qui comptent pour comprendre notre village le monde. On y trouve également des reportages pleins de vie et des articles de fond dont les auteurs n'hésitent pas à s'engager.

Forum du développement est un outil indispensable à celui qui veut être informé pour être en mesure d'avoir directement, ou indirectement au travers de sa communauté ou de ses représentants, une influence sur l'avenir de notre planète, sur son propre avenir et sur celui des siens.

----- Prière de remplir et de retourner -----

A:
Forum du développement
P.O. Box 5850 GCPO
New York, NY 10163-5850 U.S.A.

De:
Nom _____
Adresse _____

Nombre d'abonnements: _____
Montant inclus: _____ 25 dollars
_____ plus de 25 dollars

Mode de paiement:
_____ Chèque *
_____ American Express/Master/Visa
No. de Carte _____
Date d'expiration _____

Signature _____ Date _____

* Les chèques ou traites bancaires doivent être libellés à l'ordre de "UN DEVELOPMENT FORUM" en dollars des Etats-Unis UNIQUEMENT et tirés sur une banque établie aux Etats-Unis OU l'équivalent en monnaie locale versé au Centre d'information des Nations Unies desservant votre pays.

Adaptation aux variations locales et culturelles

L'élaboration d'un questionnaire qui s'applique à tous les pays en développement pose de très réels problèmes. Ainsi, les formats qui suivent le modèle occidental peuvent bien ne pas être adaptés à la situation locale ou bien les contraintes pour que les résultats soient comparables internationalement peuvent peser sur son élaboration.

La condition des femmes est presque certainement l'un des phénomènes sociaux qui présente la gamme la plus étendue de variations culturelles. En recherchant une méthode avec facteur commun, l'on risque d'obtenir un questionnaire et un projet d'enquête globale représentant le plus petit dénominateur commun, appropriés par là même à aucun endroit en particulier.

Etant donné que l'élaboration formelle des questionnaires est, à l'origine, un concept occidental, il se trouve fréquemment que ces questionnaires, même s'ils sont élaborés dans des pays en développement (souvent par des spécialistes formés en Occident) contiennent des déformations occidentales.

Un bon exemple de ceci pourrait être la tentative implicite de réduire la famille à un modèle de famille nucléaire, constitué d'un mari salarié, et d'une femme et d'enfants à charge (à l'exclusion de toute autre personne) partageant une seule maison et un seul budget avec une personne d'autre. Cette tendance est souvent renforcée par le prestige des modèles internationaux et une hésitation compréhensible à faire des essais avec une nouvelle variable adaptée seulement aux conditions locales. Ceci peut arriver même quand on ne souhaite pas particulièrement établir des comparaisons au niveau international.

Le mariage en est un autre excellent exemple, étant donné les formes très diverses qu'il revêt à travers le monde. Même si officiellement la monogamie est la structure la plus répandue, il existe des sociétés tout entières où l'option toujours possible de la polygynie influence potentiellement tous les mariages (Ware, 1976). En termes de planification de l'échantillonnage et du questionnaire les questions con-

cernant la place qu'occupe la femme ainsi que le nombre d'autres épouses sont essentielles.

Dans certaines cultures, il est rare que le couple vive dans un logement individuel, soit parce que les hommes vivent ensemble, soit parce que les deux époux continuent à habiter avec leurs familles respectives. Même lorsqu'ils vivent ensemble, les époux ne partagent pas forcément le même budget.

Subtilités des différences culturelles

Il faut souligner les divergences entre la situation locale et les modèles "classiques", puisque le questionnaire-type ne permet le plus souvent aucune variation. Le format du questionnaire sur les ménages ne peut aborder aisément les subtilités des différences culturelles. Néanmoins il est évident que si les différences sont importantes et aussi faciles à quantifier que le nombre de femmes par époux, celles-ci seront certainement consignées.

Dans quelques sociétés, les rapports sexuels sont circonscrits au couple uni par mariage, alors que d'autres présentent une gamme étendue de variations possibles des modèles culturels : relations passagères, unions consensuelles et autres modalités en plus du mariage officiel. Dans certains cas, demander à des femmes célibataires si elles ont eu des enfants en dehors du mariage peut provoquer une émeute; dans d'autres, ne pas poser des questions de ce genre, empêcherait de comprendre les relations économiques existantes ou bien les modes de procréation.

Ces décisions en matière culturelle doivent être prises par des spécialistes locaux qui doivent tenir compte du fait que même au sein de cultures très

traditionnalistes tout le monde ne suit pas les mêmes règles et que l'interprétation des obligations qu'imposent ces règles peut varier considérablement d'une classe à l'autre.

Quand on décide de la nature et de l'étendue des adaptations dans une enquête générale afin de répondre aux besoins des conditions culturelles locales, il est important de comprendre les limites des comparaisons au niveau international. Ces dernières sont certes prioritaires pour les organismes internationaux (qui sont peut-être d'ailleurs ceux qui financent en partie l'enquête) mais vouloir à tout prix faire entrer des chevilles rondes dans des trous carrés, juste afin de pouvoir établir des comparaisons valables internationalement n'a pas grand intérêt.

Ceci diffère du besoin de pouvoir comparer ce qui se passe dans un pays donné à travers les années, afin d'être en mesure de quantifier et d'étudier les changements survenus. Les raisons pratiques à vouloir établir des comparaisons au niveau international sont bien moins nombreuses. L'idéal serait d'utiliser une approche en jeu de cubes qui permettrait à la fois d'établir des comparaisons entre certains des cubes et d'étendre les concepts afin qu'ils répondent aux besoins locaux, en y ajoutant des cubes supplémentaires. De toutes façons, il faut s'assurer avec soin quels sont les avantages et les inconvénients des comparaisons entre les résultats obtenus, et prendre en considération le besoin d'exactitude quand on rend compte de la réalité locale. □

Extrait de Improving Statistics and Indicators on Women Using Household Surveys [Amélioration des statistiques et indicateurs relatifs aux femmes grâce aux enquêtes sur les ménages], Helen Ware, INSTRAW, Saint-Domingue, 1986, 143 pages, en anglais.

LES FEMMES DANS LE SECTEUR NON STRUCTURE

faciles à voir, difficiles à définir

Vous les voyez au cours de vos promenades dans les rues commerçantes de n'importe quelle ville des pays en développement, ces marchandes de fleurs, ces vendeurs à la sauvette de biens et de services de toute sorte. Beaucoup d'entre eux sont des femmes. *"Dans la plupart des pays en développement, il est très facile de reconnaître le secteur non structuré quand vous le voyez",* dit Derek Blades, économiste de l'OCDE. *"Mais il est beaucoup plus difficile de le définir".*

En février dernier, M. Blades, M. Robert Johnston, du Bureau de statistique des Nations Unies et Mme Lourdes Urdaneta de Ferrán de sont penchés sur l'ordre du jour d'une réunion concernant le secteur non structuré, que l'INSTRAW organisera en 1989. Au cours de cette réunion, un groupe d'experts en économie analysera les questions de politiques macro-économiques en fonction du travail des femmes au sein du secteur non structuré.

Etant donné qu'il n'y a pas de définition officielle du secteur non structuré, l'équipe chargée du travail de préparation a passé plusieurs jours en discussions minutieuses avant de parvenir à un accord sur les critères de définition de ce secteur. *"Finalement",* dit M. Blades, *"nous avons décidé de définir les employés du secteur non structuré en tant que personnes qui travaillent à leur compte, sans aucun employé à titre régulier, ainsi que les personnes qui travaillent dans la famille sans salaire".* Cette définition englobe évidemment quelques personnes qui ne devraient pas être dans cette catégorie, tels que les écrivains, les consultants établis à leur compte et les artistes, a dit M. Blades, et ne s'applique pas à d'autres qu'elle devrait englober, telles que les petites entreprises qui emploient deux ou trois salariés. *"Mais nous devons nous accommoder des statistiques dont nous disposons en matière d'emploi, telles qu'elles sont actuellement compilées et disponibles",* a-t-il expliqué.

L'objectif majeur de cette réunion consiste à analyser l'impact que la politique macro-économique peut avoir sur le secteur non structuré. Dans le concept traditionnel des politiques macro-économiques, explique M. Blades, on considère par exemple que si l'on peut mettre en place des politiques de contrôle fiscal efficaces qui augmentent la production du secteur structuré, le secteur non structuré se trouverait entraîné à son tour. En d'autres termes, les politiques qui s'adressent au secteur structuré peuvent favoriser indirectement le secteur non structuré.

La principale question à poser à cette réunion, dit M. Blades est bien celle-ci: les liens qui unissent le secteur structuré et le secteur non structuré sont-ils assez forts pour que l'aide accordée pour favoriser le premier ait également des répercussions sur le deuxième? Selon lui, quelques économistes seront d'avis que le secteur non structuré est probablement totalement indépendant du secteur structuré et que les politiques macro-économiques visant à accroître l'activité économique et la formation de capitaux dans le secteur structuré n'ont probablement qu'un impact très limité sur le secteur non structuré.

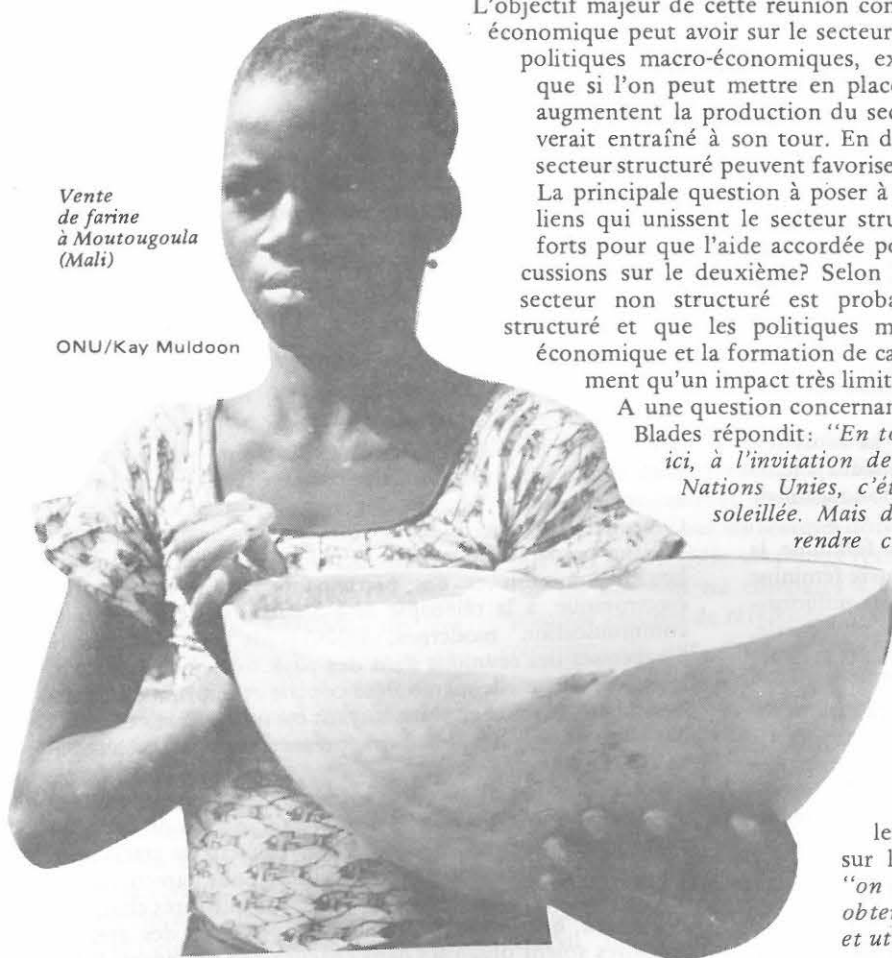
A une question concernant son intérêt à mesurer le travail des femmes M. Blades répondit: *"En toute sincérité, la première fois que je suis venu ici, à l'invitation de l'INSTRAW et du Bureau de statistique des Nations Unies, c'était parce que Saint-Domingue est une île ensoleillée. Mais dès la première réunion, j'ai commencé à me rendre compte que l'on pouvait considérer que les*

statistiques économiques actuelles sur la population active, la production et le produit national sous-estimaient la contribution économique des femmes. Il s'agit là d'une préoccupation légitime de l'INSTRAW et je n'ai nullement l'intention de sous-estimer la part que prennent les femmes au bien-être social".

Depuis lors, M. Blades a collaboré avec l'INSTRAW et le Bureau de statistique dans leur effort commun pour améliorer les statistiques sur les femmes. *"En tant que statisticien",* dit-il, *"on cherche toujours à améliorer les statistiques et à obtenir une couverture plus complète, exacte, fiable et utile".* □

Vente de farine à Moutougoula (Mali)

ONU/Kay Muldoon



DEREK BLADES est administrateur à l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) où il s'occupe des comptabilités nationales et des statistiques économiques à court terme. Il a écrit plusieurs études, consacrées principalement à la comptabilité nationale et à la croissance économique. M. Blades a été interviewé en février 1988 par INSTRAW Nouvelles à l'occasion de son séjour d'une semaine à l'INSTRAW alors qu'il travaillait sur plusieurs aspects du programme destiné à améliorer la portée et les modalités des statistiques disponibles sur les femmes.

Les femmes soutiennent la moitié du ciel

Les statistiques sur les femmes en Chine

Les femmes soutiennent la moitié du ciel, dit un vieux proverbe chinois. Mais la contribution au développement des 500 millions de femmes chinoises n'est pas suffisamment reflétée par les statistiques officielles. Bien qu'une grande quantité de données soit collectée régulièrement, celles-ci ne sont pas, dans bien des domaines, séparées par sexe.

Pour améliorer la collecte, l'analyse et l'utilisation des indicateurs statistiques relatifs aux femmes, le Bureau fédéral de statistique et la Fédération des femmes de la Chine ont demandé à l'INSTRAW et à la CESAP d'organiser conjointement un atelier de formation pour les utilisateurs et les producteurs de statistiques sur les femmes (Beijing, du 1er au 8 juin 1988).

Plus de 100 participants y ont assisté, deux délégués pour chacune des 30 provinces, le reste provenant de la capitale. Parmi eux se trouvaient des fonctionnaires des ministères pertinents, des dirigeantes de la Fédération des femmes de la Chine et des techniciens du Bureau fédéral de statistique.

De hauts fonctionnaires étaient présents à l'inauguration. Parmi eux, Mme Lei Jiegiong, Vice-Présidente du Comité permanent du Congrès national du peuple chinois et Mme Luo Piong, du Comité permanent du Congrès politique consultatif du peuple chinois. Le discours liminaire a été prononcé par M. Zhang Sai, Directeur général du Bureau fédéral de statistique et Mme Dunja Pastizzi-Ferencic, Directrice de l'INSTRAW.

500 millions de femmes

La Chine est le 3ème pays du monde par sa superficie et le 1er par sa population. Avec près d'un milliard d'habitants, elle possède le cinquième de la population mondiale dont environ 500 millions sont des femmes.

Avec ses 200 millions de population active féminine, la Chine représente près du quart de la main-d'oeuvre féminine mondiale. Le plus grand nombre —environ 150 millions— constitue près de la moitié de la population active rurale, un atout capital pour ce pays essentiellement agricole (chiffres fournis par la Fédération).

A la suite des récentes réformes économiques, l'industrialisation s'accélère: sur 100 femmes qui travaillent, 12 sont employées dans l'industrie, les mines ou les manufactures. Plus de 40% des ouvriers et chercheurs de l'industrie électronique chinoise, en pleine expansion, sont des femmes. Cependant, les femmes sont encore loin derrière les hommes au niveau des cadres et des gérants, puisqu'à peine 10% de ces postes sont occupés par des femmes.

Les progrès les plus impressionnants ont été accomplis en matière d'éducation. Depuis 1949, date à laquelle les femmes étaient majorité parmi les 80% d'analphabètes, des campagnes d'éducation massives ont radicalement changé cette épouvantable réalité: de nos jours, 85% des jeunes filles âgées de 12 à 19 ans sont alphabétisées. Cependant, il

y a encore près de trois fois plus d'hommes à avoir un diplôme universitaire.

L'atelier a mis en évidence que l'instruction, l'alphabétisation, le prestige de l'emploi et la profession sont les meilleurs indicateurs pour mesurer la contribution des femmes à la société. D'autres indicateurs pourraient étudier plus spécialement la femme rurale, la femme au sein des groupes minoritaires, les migrations et la criminalité.

Ces statistiques et bien d'autres encore reflètent à peine quelques-uns des aspects de la vie des femmes, ont dit les participants, qui ont souligné qu'il était nécessaire de collecter d'autres données, telles que la quantité de temps libre dont disposent les femmes et l'usage qu'elles en font, ainsi que leur participation à des activités sportives. Il faudrait entreprendre des études afin de déterminer le temps qu'elles passent aux travaux ménagers et à s'occuper des enfants, des malades ou des vieillards, ainsi que la participation des hommes à ces mêmes activités (pour les autres recommandations, voir page suivante).

"Tout ceci témoigne d'un niveau de pensée d'avant-garde en ce qui concerne les femmes, a dit Mme Marie Paul Aristy, fonctionnaire chargée des affaires économiques et sociales de l'INSTRAW et responsable de la supervision de l'atelier. "Ce concept de qualité de la vie, qui recherche l'équilibre entre travail et loisirs est très sophistiqué".

Coordination depuis Saint-Domingue

La coordination de l'atelier s'est réalisée sans problème depuis le siège de l'INSTRAW à Saint-Domingue. Après que le Conseil d'administration ait approuvé l'atelier au cours de sa session de février, la démographe Mercedes Barredo Concepción a fait le voyage des Philippines à Beijing en mission préparatoire, afin de décider de l'ordre du jour, du lieu de réunion et des participants. Grâce au courrier électronique, à la télécopie et à d'autres systèmes de télécommunication modernes, l'INSTRAW est en mesure d'organiser des réunions dans des pays très éloignés de son siège. L'affiche elle-même a été conçue et imprimée à Saint-Domingue, le texte en chinois ayant été traduit au Secrétariat des Nations Unies, à New York, puis retransmis par télécopie à l'INSTRAW.

L'atelier de formation a montré clairement que les méthodes innovatrices de collecte et d'analyse de données mises au point par l'INSTRAW et le Bureau de statistique des Nations Unies peuvent être utilisées pour l'amélioration des statistiques relatives aux femmes. Les autorités chinoises souhaitent que, dans la mesure du possible, des ateliers similaires soient organisés dans chacune des provinces. Il est évident dorénavant qu'une planification efficace a besoin de données exactes. C'est sur de telles bases que les gouvernements peuvent formuler et mettre en place des politiques qui aideront les femmes à soutenir la moitié du ciel. □

Sélection des recommandations de l'atelier de statistique de Beijing (Chine)

juin 1988

Les dirigeants de tous les niveaux doivent prendre conscience de l'importance des statistiques relatives aux femmes et prévoir des ressources pour les collecter et les analyser.

- Les concepts et définitions utilisés pour l'élaboration des indicateurs sur les femmes par tous les départements qui recueillent des statistiques doivent être normalisés au niveau national, et cohérents. Tous les indicateurs qui sont actuellement mis au point devront être élaborés soigneusement et soumis à des essais dans des contextes différents avant d'en recommander l'usage.

- Il devrait exister un Conseil de coordination, formé de représentants des divers départements et ministères, qui se chargerait de coordonner les différentes sources de statistiques, de normaliser les définitions et les concepts et de décider de quel domaine ou branche spécifique doit s'occuper chaque département et ministère. Le Bureau fédéral de statistique se chargerait de coordonner la collecte et la diffusion des statistiques relatives aux femmes.

- La Fédération des femmes de la Chine doit renforcer ses relations avec le Bureau fédéral de statistique et les autres organismes gouvernementaux qui collectent des données. Les fédérations de femmes à tous les niveaux doivent créer des services de statistique et le Bureau collaborera à la formation du personnel responsable de ces services. La Fédération, en coordination avec le Bureau, devra compiler et publier les statistiques relatives aux femmes provenant de sources diverses.

- Les indicateurs utiles qui témoignent des progrès réalisés par les femmes doivent inclure la situation de famille (en particulier, le pourcentage de demandes de divorce intentées par les femmes et les motifs du divorce), la santé et l'état nutritionnel, la mortalité et ses causes, revenus par nombre d'heures ouvrées et type de travail réalisé, niveau d'instruction, participation politique, garanties de travail et retraites. Les indicateurs quantitatifs

UN DEFI DE TAILLE : AMELIORER LES STATISTIQUES SUR 500 MILLIONS DE FEMMES



doivent être complétés, dans la mesure du possible, par des résultats qualitatifs.

- Les indicateurs concernant les progrès réalisés par les femmes doivent être mis en parallèle avec ceux réalisés par les hommes ou comparés à ceux d'autres groupes de référence. L'atelier recommande que, dans la mesure du possible, les statistiques soient tabulées par sexe, afin de faciliter l'élaboration d'indicateurs utiles susceptibles d'être comparés avec les normes internationales.

- Des études comparatives sur les revenus gagnés par les hommes et les femmes grâce à leur travail doivent s'appuyer non seulement sur le type de travail réalisé mais encore sur le système et les niveaux utilisés pour la classification.

- Il faut faire l'effort de mettre en évidence le travail des femmes au sein des ménages et présenter ces estima-

tions de manière permanente. La Fédération doit étudier en profondeur les caractéristiques et coûts sociaux de la procréation.

- Du fait de l'incorporation croissante des femmes à la population active, il est nécessaire de collecter des données sur les aménagements existants en matière de jardins d'enfants et de crèches, ainsi que de centres de soins pour les vieillards.

- Il faut collecter des données afin de vérifier les différences concernant les formalités d'inscription (en particulier pour les écoles techniques) ainsi que l'embauche et les prestations réelles dont bénéficient femmes et hommes dans l'industrie et les différentes professions.

- L'âge de la retraite devrait varier en fonction de la profession.

- Il est important de créer un système d'indicateurs sur les femmes qui tiendrait compte des réformes et du développement économiques ainsi qu'un indicateur adapté à la réalité de la Chine.

- Le système d'établissement des rapports de statistiques doit être consolidé par l'allocation de ressources supplémentaires, afin de financer la collecte de données spécifiques sur les femmes, d'installer du matériel de traitement de données approprié et d'établir un réseau national permettant la diffusion des résultats à tous les niveaux.

- L'atelier recommande que la Fédération, conjointement avec le Bureau fédéral de statistique, prépare un plan pour la mise au point d'un système d'indicateurs statistiques sur la femme, après consultation de tous les départements et ministères concernés.

- Le Bureau fédéral de statistique devra publier toute l'information disponible le plus vite possible et améliorer le service offert aux usagers. Les services locaux recevront l'assistance technique du Bureau ainsi que celle de la Fédération. □ Affiche: M. Quiroga.

*Les femmes ont toujours
dans leur famille et le
pour survivre et se sout
pour alléger leurs tâches*

Travailler en réseau pour préparer l'ave



Les réseaux informels en République Dominicaine. Ginie Azcona



*Les réseaux officiels à la Conférence
de Nairobi en 1985
Photo ONU/MG*

*Etablir des réseaux signifie jeter
une passerelle vers les institutions formelles.*

*toujours établi des réseaux :
lle et leur communauté,
se soutenir mutuellement,
âches et améliorer leur vie.*

éparer l'avenir de la Chine. ONU/John Isaac



Les réseaux communautaires en République Dominicaine. ONU/Milton Grant

*Les réseaux pour les femmes
dans le développement
assurent un avenir meilleur
pour les prochaines générations.*

ATELIERS DE FORMATION

pour les utilisateurs et producteurs de statistiques sur les femmes

● COSTA RICA

L'INSTRAW a organisé du 5 au 10 décembre 1988, à San José, un atelier sous-régional destiné aux utilisateurs et producteurs de statistiques sur les femmes en Amérique centrale. L'atelier a été organisé en collaboration avec le Centre national pour le développement des femmes et de la famille au Costa Rica. Des représentants de bureaux nationaux de statistique, de ministères, d'universités et de groupes de femmes de Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Panama, ainsi que des observateurs d'organisations nationales et régionales d'Amérique centrale ont été invités.

Il s'agissait de favoriser un dialogue constructif entre les utilisateurs et les producteurs de statistiques sur les femmes; de déterminer les indicateurs les plus utiles à l'évaluation de la participation des femmes au développement; d'établir les procédures nécessaires à l'amélioration de la qualité des données permettant d'élaborer les indicateurs; d'émettre des recommandations portant sur de nouvelles sources et séries de données, ainsi que sur la meilleure utilisation des données disponibles.

● GRECE

L'Atelier destiné aux utilisateurs et producteurs de statistiques et d'indicateurs sur la mesure du travail des femmes, tenu à Athènes, du 11 au 13 octobre 1988, a été organisé par le Secrétariat général pour l'égalité auprès du Ministère de la Présidence, avec la participation conjointe de l'INSTRAW et de la CEE.

Les points suivants étaient inscrits à l'ordre du jour:

I. La justification d'une mesure du travail des femmes: le court et le long terme

1. Les décisions internationales sur l'égalité économique entre les sexes. 2. Les inégalités dans la rémunération économique des femmes. 3. L'impact de la mesure sur la comptabilité nationale.

II. La sous-estimation de la contribution économique des femmes

1. La minimisation du travail des femmes dans les données et les statistiques disponibles en Grèce. 2. Le secteur non structuré. 3. Le travail ménager non rémunéré. 4. Les travailleuses à domicile. 5. Les travailleuses agricoles.

III. Les méthodologies alternatives

1. Les recensements et les enquêtes sur la main-d'oeuvre. 2. Les enquêtes sur le travail ménager. 3. L'étude des horaires.

IV. Les problèmes de la mesure en Grèce

1. Les systèmes de comptabilité nationale en Europe. 2. La recherche sur la mesure du travail féminin. 3. Les caractéristiques de l'économie grecque et les revenus des femmes en Grèce.

V. Les orientations futures de la recherche et des politiques

1. Les recommandations sur la recherche. Les programmes et projets, y compris les recherches de l'INSTRAW. 2. Mise en oeuvre des politiques. □

Femmes: maturité et vieillesse en Amérique latine et dans la Caraïbe

Dans la majorité des pays en développement, malgré l'éclosion de la population jeune, on constate un grand essor du troisième âge. Parallèlement, on prend de plus en plus conscience des problèmes spécifiques des femmes âgées et de leurs besoins quant à une politique adéquate.

Ces questions ont fait l'objet d'une réunion sur *La maturité et la vieillesse des femmes en Amérique latine et dans la Caraïbe: situation actuelle et implications pour la politique*, organisée par l'Association américaine des retraités (AARP) et l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), en collaboration avec l'INSTRAW. La réunion a été tenue à Washington, du 18 au 20 octobre 1988.

Les thèmes suivants ont été débattus: *santé*: épidémiologie, morbidité et mortalité des maladies chroniques; *santé et travail*; *conditions de santé et services sanitaires*: encadrement médical pour les femmes de plus de 60 ans; problèmes d'adaptation et d'accès; *aspects sociopsychologiques*: politiques sociales et planification; caractéristiques sociales des femmes âgées; *sexualité et vieillesse*; *aspects économiques*: la femme âgée, en tant que travailleuse, veuve et survivante du changement social; la travailleuse invisible: les conditions des femmes âgées employées de maison; *veuvage*: conséquences socio-économiques; *perspectives régionales*: une réflexion sur les politiques et le compte-rendu de la conférence.

Des discours de bienvenue ont été prononcés par Louise Crooks, présidente de l'AARP, Carlye Guerra de Macedo, directrice générale de l'OPS. Dunja Pastizzi-Ferencic, directrice de l'INSTRAW, a exposé les problèmes de recherche et de collecte de données relatives aux femmes mûres et âgées. □

LA FEMME ET L'ECONOMIE

Création de liens à travers le monde

Halifax, 21-25 juillet 1988

L'Institut d'études de la femme, qui appartient à l'Université du Mont Saint-Vincent à Halifax, Nouvelle Ecosse (Canada), a organisé une conférence internationale qui a réuni plus de 200 instructeurs et planificateurs représentants du patronnat et des travailleurs, chercheurs et personnes s'intéressant à la question des femmes et du développement économique dans le monde entier, dans le but de mettre en commun leurs expériences et leurs compétences techniques.

La conférence était financée par l'INSTRAW et par le Comité des femmes et du développement du Centre Pearson pour les relations internationales, de l'Université de Dalhousie, à Halifax (Nouvelle Ecosse).

Objectifs de la conférence

L'objectif majeur était de permettre que les femmes du Canada et des autres pays industrialisés ainsi que celles de pays en développement mettent en parallèle les questions du développement économique et de stimuler le travail comparatif entre groupements de femmes ayant des intérêts et des compétences techniques similaires. Les thèmes principaux de la conférence étaient: crédit/marketing, planification économique, enseignement et formation, environnement, et action collective.

Les participantes se sont groupées au sein d'ateliers de travail où ont été présentés des cas spécifiques, et des femmes de différents pays ont pu comparer les ressemblances et les

différences de leurs projets et les succès ou les échecs des approches spécifiques. Ces études de cas seront rassemblées sous forme de livre qui sera publié prochainement.

La conférence a stimulé les contacts personnels qui permettront la réalisation de projets conjoints entre des Canadiennes et des femmes de pays en développement; elle a renforcé la solidarité tant au niveau régional qu'international et elle a intensifié la communication et les échanges d'information entre les participantes. □



LES FEMMES ET LES POLITIQUES DE REDRESSEMENT

Vienne, 3-7 octobre 1988

Les conséquences sociales des politiques de redressement font l'objet d'un débat international dont l'intensité s'accroît de jour en jour. Le *Séminaire international sur les femmes et la crise économique*, organisé par le Service de promotion de la femme, a fourni l'occasion d'étudier si les mesures de redressement économique affectent les femmes et les hommes de façon égalitaire, ou si le fardeau pèse davantage pour les femmes. Le séminaire s'est également proposé de déterminer quels sont les groupes de femmes frappés le plus durement par la crise en fonction de leur occupation, condition sociale et situation géographique.

L'objectif final du séminaire était de dégager des politiques qui permettraient d'alléger l'impact négatif du redressement sur les groupes les plus affectés et d'en renforcer les conséquences positives en modifiant certaines mesures ou en élaborant des programmes compensatoires.

L'INSTRAW a présenté ses méthodes novatrices de recherche et de formation, particulièrement adéquates pour l'étude des problèmes des femmes en pleine crise économique. □

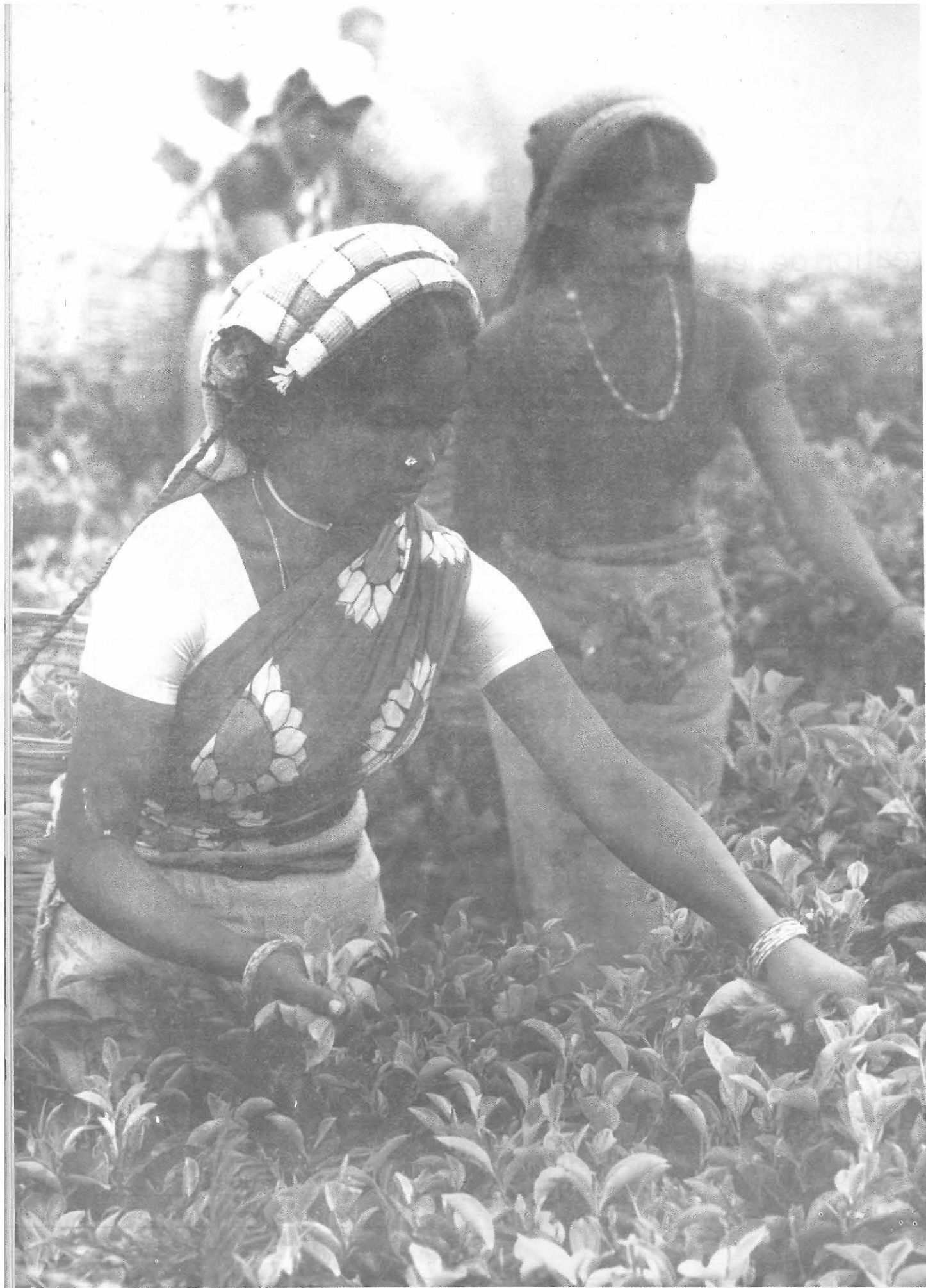


Photo ONU

La cueillette du thé au Sri Lanka

Une vue d'ensemble des femmes dans les coopératives

Tout au long de l'histoire, les coopératives ont contribué au développement en multipliant les activités économiques et sociales dans les secteurs ruraux et urbains de l'économie. Les coopératives ont également facilité la commercialisation des produits, équilibré les prix en rapprochant les producteurs et les consommateurs, renforcé les petites industries et l'artisanat et promu l'épargne grâce aux caisses d'assurance et de crédit. Les services de santé, d'éducation, de nutrition et de soins aux enfants, organisés par les coopératives, ont permis d'améliorer considérablement le niveau de vie de nombreuses collectivités.

Selon un rapport de 1985 du Secrétaire général des Nations Unies sur les expériences nationales en matière de promotion des femmes et du mouvement coopératif, les coopératives existent dans toutes les économies et cultures, dans toutes les régions du monde. Les estimations de 1985 indiquaient que le mouvement coopératif englobe plus de 500 millions de personnes dans le monde entier; dans les pays en développement il existe 700.000 coopératives.

Le terme *coopérative* est assez difficile à définir mais décrit en général une association dont les membres unissent leurs efforts et activités en vue d'en retirer des avantages économiques et sociaux pour tous. D'autres principes de base sont l'adhésion volontaire, la distribution équitable des risques et des avantages des services et un statut d'autonomie garanti par les législations nationales.

Des données trop rares

Les femmes sont associées au mouvement coopératif depuis le début du XIX^{ème} siècle. Vu que son objectif était l'élimination de toute discrimination d'origine sociale, politique ou religieuse, le mouvement coopératif à ses débuts n'excluait pas explicitement

les femmes, mais leur dépendance économique et le cadre juridique discriminatoire de l'époque les reléguaient à un second plan. Malheureusement, cette situation persiste toujours dans de nombreux pays. De nos jours, les coopératives non seulement comptent toujours moins de femmes que d'hommes, mais la participation des femmes à leur gestion est encore plus réduite, surtout dans les pays en développement où elle n'atteint que de 1 à 10 pour cent. Cette faible représentation des femmes leur porte un préjudice considérable, étant donné que les coopératives offrent de nombreux avantages économiques et sociaux: emplois et revenus, crédit et débouchés commerciaux, de même qu'une force collective qui leur permet d'améliorer leur situation économique et sociale.

On ne dispose pas de données détaillées par sexe, mais les rares données qui existent, reflètent cette disparité. Ce n'est que dans quelques pays comme la Bulgarie, Cuba, le Guatemala, la Guyane, la Finlande, la France et l'Inde que le pourcentage de femmes parmi les membres des coopératives s'avère plus élevé. Il est pratiquement impossible d'établir des comparaisons entre ces données parce qu'on manque d'enquêtes statistiques complètes au niveau international.

En général, les faits démontrent que les femmes participent plutôt à des groupes d'entraide peu structurés ou des associations informelles. Même lorsque les femmes constituent la majorité des membres dans les coopératives établies, la gestion et le pouvoir décisionnaire se trouvent aux mains des hommes ou, dans certains cas, des pouvoirs publics.

Les coopératives contribuent au développement

Néanmoins, au cours de cette dernière décennie, il s'est produit des changements. La participation des femmes s'est accrue considérablement.

Des recherches de la FAO et de l'OIT indiquent qu'elle est la plus élevée dans les coopératives d'achat, de prévoyance et de crédit, probablement parce que les femmes disposent de revenus plus réduits et de moins de sources de financement. Il s'est également dégagé une tendance nouvelle vers les caisses de prévoyance et de crédit réservées aux femmes, entièrement gérées par et orientées vers les femmes.

Cependant, s'il est vrai que les coopératives industrielles et artisanales créent davantage d'emplois et de revenus pour les femmes, ce sont des intermédiaires qui contrôlent la commercialisation des produits, les matières premières et les prix en général. Le problème principal des femmes réside donc dans leur manque d'accès au crédit financier et dans leur formation insuffisante dans le domaine des compétences administratives dont elles ont besoin pour fonctionner dans une économie moderne.

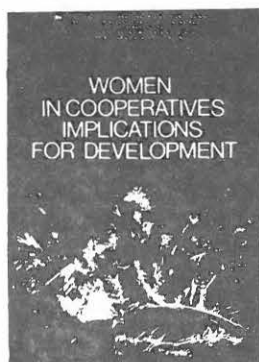
Si l'on veut étudier la participation et la contribution des femmes au mouvement coopératif, il faut une méthodologie qui permette de dégager les questions concernant les femmes, qui relie ces questions au mouvement coopératif et qui établisse des liens au niveau macro entre ce mouvement et les aspects les plus pertinents du développement. Pour ce faire, il est nécessaire de répondre à certaines questions: quelles mesures spécifiques les gouvernements pourraient-ils prendre pour traduire l'égalité juridique en réalité? Quel type de politiques faut-il aux différents niveaux pour encourager les femmes à former et à se joindre aux coopératives? Les lignes directrices adoptées à la réunion de Plovdiv (page suivante) tentent de répondre à ces questions. □

Extrait d'une étude présentée par l'INSTRAW à la Réunion consultative interrégionale sur les femmes dans les coopératives: implications pour le développement. Plovdiv (Bulgarie), juin 1988.

Les femmes dans les coopératives

DES DIRECTIVES ADEQUATES POUR ORIENTER LES POLITIQUES
ET LES ACTIONS PEUVENT AUGMENTER LA PARTICIPATION DES FEMMES
AUX COOPERATIVES ET A LEUR GESTION

Les participantes à la *Réunion consultative interrégionale sur les femmes dans les coopératives: implications pour le développement* (Plovdiv, Bulgarie, juin 1988; voir *INSTRAW Nouvelles* No. 10, p. 23), organisée sous les auspices de l'INSTRAW,



ont formulé des directives pilotes en accord avec les Stratégies de Nairobi qui devraient servir de modèles pour guider l'action internationale, régionale et nationale pour les besoins spécifiques de l'Afrique, de l'Asie, de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Ces directives ont été entérinées dans un document du Comité des femmes de l'Alliance coopérative internationale (ACI), et adoptées au 29ème Congrès de l'ACI à Stockholm en juillet 1988. Ci-dessous nous en présentons une brève sélection; le texte complet apparaît dans le rapport de la réunion (en anglais).

Niveau international

Les Nations Unies, ses institutions spécialisées, les organisations intergouvernementales et les ONG devront assurer la collecte et le suivi des données et statistiques sur les femmes dans tous les types de coopératives, particulièrement sur les règles d'adhésion et leur application. Si nécessaire,

il faudra également inclure les activités du secteur non structuré.

Les organismes pertinents de l'ONU devront aider les gouvernements à éliminer les obstacles qui s'opposent à la participation des femmes dans les coopératives, dans la législation nationale et dans les réglementations administratives.

Il convient d'encourager les institutions bancaires internationales à apporter leur appui financier aux banques coopératives et aux caisses de crédit utilisées par les femmes.

Les pays développés pourraient apporter leur aide en matière d'éducation/formation des femmes dans le mouvement coopératif des pays en développement, en organisant des ateliers, en assurant une coopération entre instituts de recherche, en octroyant des crédits et en réalisant des investissements.

Niveaux régional et national

AFRIQUE

Les gouvernements devront encourager les populations rurales et urbaines à prendre conscience, grâce à des programmes d'information, de formation et de sensibilisation, de l'impact positif qu'exercent les coopératives sur le rôle des femmes dans tous les secteurs du développement économique.

Les femmes membres de coopératives en Afrique devront oeuvrer pour que leurs pays respectifs adoptent les lois et les politiques dont elles ont besoin.

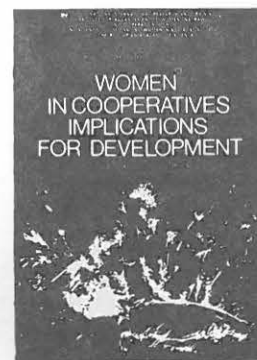
Les gouvernements devront apporter le soutien technique nécessaire à la formation de l'administration des co-

opératives et faciliter leur accès au crédit. Ceci permettra de recueillir des données statistiques plus fiables.

Les organisations internationales et régionales, de même que les institutions nationales concernées, devront créer une banque de données sur les femmes qui inclurait leur participation aux coopératives.

ASIE ET PACIFIQUE

Aux échelons national et régional, des données seront collectées sur la

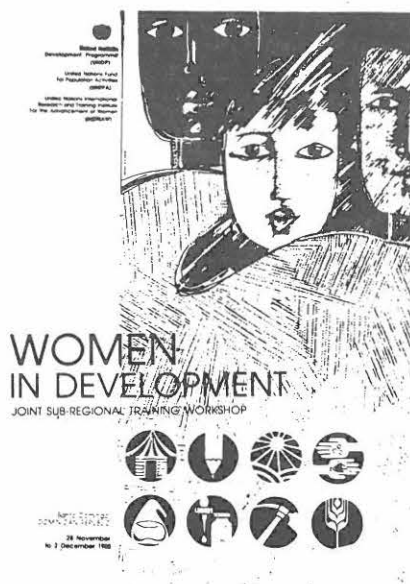


quantité de femmes dirigeantes de coopératives mixtes ou féminines et sur les différents types de coopératives: agricoles, arti-

sanales, industrielles et de services.

Suggestions de politiques:

- orienter les femmes quant à leurs droits;
- organiser des programmes de formation en vue de transmettre à la base les principes des coopératives;
- élaborer un programme spécial pour l'éducation coopérative, le développement des compétences et la formation en matière de commercialisation et de gestion, toujours en fonction des besoins des femmes;
- obtenir des subsides, du crédit et des prêts à des taux d'intérêt avantageux;
- réserver aux femmes un pourcentage de postes de direction au sein



LA FORMATION DU PERSONNEL HORS SIEGE DE L'ONU

Saint-Domingue, 28 novembre – 2 décembre 1988

La question des femmes dans le développement est une priorité à l'ONU et l'INSTRAW joue un rôle prépondérant afin de diffuser les nouvelles notions conceptuelles et analytiques qui se sont dégagées de la recherche et des expériences dans ce domaine au cours des 15 dernières années.

A la 12^{ème} Session du Comité consultatif pour les questions administratives (CCQA) en avril 1986, il avait été décidé que l'INSTRAW élaborerait un programme de formation sur les femmes dans le développement, à l'intention du personnel hors Siège de l'ONU. Un programme pilote a donc été présenté en novembre, à l'Atelier sous-régional de formation pour le personnel de l'ONU sur les femmes dans le développement, organisé par l'INSTRAW et le PNUD, avec la collaboration du FNUAP.

Une trentaine de participantes appartenant aux services extérieurs du PNUD et du FNUAP ainsi que des membres d'institutions gouvernementales pour les femmes en Amérique centrale et aux Caraïbes ont appris comment intégrer les femmes aux activités de développement. □

● Interview

Nouveaux modules de formation

M. Giulio Piva, responsable du Programme concernant l'énergie et l'environnement du Centre du BIT à Turin a mis au point, avec le personnel de l'INSTRAW, de nouveaux modules de formation en matière de femmes et de développement destinés au personnel de l'ONU.

"Nous avons été surpris en nous rendant compte que, à la veille de l'an 2000, il y a encore tant de problèmes à résoudre en ce qui concerne les femmes", dit M. Piva. "Les documents que j'ai dû analyser en prévision de ce projet montrent que le rôle de la femme n'est pas encore réellement pris en considération ou ne l'est pas au moment opportun. Des directives précises à ce sujet n'ont pas encore atteint le personnel".

Ces modules de formation s'adressent aux fonctionnaires professionnels de l'ONU des programmes en faveur du développement national ou des projets de coopération technique et qui participent directement à la plani-

fication, la mise en oeuvre et l'évaluation de ces activités. Ils peuvent également servir comme base de travail aux planificateurs gouvernementaux, aux fonctionnaires des Nations Unies et des ONG.

Souple et adaptable

Leur objectif est de permettre aux participants de mettre en valeur les liens conceptuels qui unissent les femmes et le développement; de comprendre le rôle qu'a joué et que jouera l'ONU dans le suivi et l'évaluation des questions féminines; d'appliquer les principaux postulats des Stratégies de Nairobi et de décrire les fonctions principales de la structure institutionnelle créée par l'ONU et la manière de coopérer avec celle-ci.

Le succès obtenu par les précédents modules de formation de l'INSTRAW consacrés à *La femme, l'approvisionnement en eau et l'assainissement* ainsi qu'à *La femme et les sources nouvelles*

et renouvelables d'énergie (réalisés en 1986 et 1987 par l'INSTRAW et le Centre du BIT de Turin) a été tel que ce nouveau module suit cette méthode de formation qui a fait ses preuves.

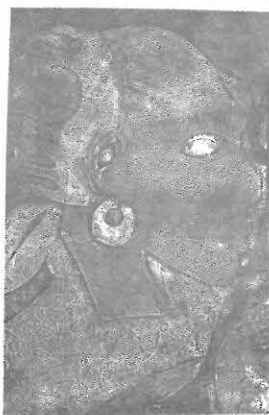
Conçus avec beaucoup de souplesse, ce qui leur confère une extrême adaptabilité, les modules sont à la portée de personnes n'ayant que très peu d'expérience en matière de formation. A la fin de chaque session, les participants émettent des recommandations à partir de ce qu'ils viennent d'apprendre. *"Grâce à cette méthode active, les stagiaires sortent du séminaire avec une vision plus claire de leurs activités futures",* explique M. Piva, qui a plus de 25 ans d'expérience dans la préparation de matériel de formation.

Outre le contenu technique et le support audio-visuel (films, diapositives et transparents), chaque module comporte également un livret d'instructions qui permet à l'utilisateur d'organiser des séminaires ou toute autre sorte de manifestation sur le sujet.

"Nous espérons que ces modules contribueront à ce que le rôle de la femme soit pris en considération de manière plus réaliste et plus constructive, dit M. Piva, et qu'ils convaincront les gens qu'il faut intégrer les femmes à tous les niveaux des projets et des programmes". □

GIULIO PIVA est chargé des Programmes concernant l'énergie et l'environnement au Centre international de perfectionnement technique et professionnel du BIT à Turin. Ingénieur en électronique de formation, M. Piva a été nommé au Centre du BIT à Turin en 1979. Le Centre organise des stages de formation dans les pays en développement et fournit à ces derniers des services consultatifs dans différents domaines: gestion des entreprises et du personnel, conditions et environnement du travail, développement industriel, énergie renouvelable et environnement, transfert de technologies adaptées aux besoins des pays en développement et apprentissage automatisé.

Les mondes de femmes vus par des artistes



Dans les pays en développement, des femmes artistes cherchent leur langage propre, modèlent leur propre image des femmes du tiers monde, construisant leur vision du monde qui gravite autour des femmes. Prenant ainsi l'initiative de faire connaître cette explosion créative, l'INSTRAW a mis en circulation une série de cartes postales qui reproduisent des œuvres d'artistes établies à Saint-Domingue.

Clara Ledesma, légende vivante de l'art dominicain, peint et dessine avec une vitalité rafraîchissante qui fait mentir son âge. Ayant largement dépassé 70 ans, Clara Ledesma montre, dans ses aquarelles, la touche légère et lumineuse, la couleur transparente qui reflète la joie permanente de son processus créatif.

A travers ses gravures, Rosa Tavárez nous présente un monde magique aux fortes racines afro-antillaises. Ses formes mystérieuses, drapées dans des couleurs sombres, violentes, évoquent les mythes et l'histoire de cette île.

Graciela Azcárate, une Argentine qui réside depuis longtemps dans les Antilles, fixe dans ses eaux-fortes et dans ses gravures la poésie et l'humour de cette région. Sous la pleine lune, un monde sous-marin attend qu'on le découvre.

En nous faisant don de leurs droits sur la reproduction de ces œuvres, ces artistes contribuent aux travaux de l'INSTRAW en faveur des femmes dans le développement. Réciproquement, l'INSTRAW est fier de diffuser dans le monde entier, les créations d'artistes résidant à Saint-Domingue, ville où se trouve son siège. □

DE DOUCES BRISES AGITENT LES PALMIERS

Dressée entre ciel et mer, le palmier symbolise pour Ada Balcácer la beauté et la force de son pays natal, la République Dominicaine. Le palmier donne de l'ombre, de la nourriture et de l'eau, des matériaux de construction et des produits industriels. Il résiste aux vents violents des tempêtes tropicales et il se reproduit rapidement, émaillant plages et montagnes de sa silhouette élégante et flexible.

Il n'est donc pas étonnant que l'artiste ait choisi, en 1980, le palmier comme thème principal de sa série de tableaux intitulée *Palmira*, où elle décode le paysage dominicain selon une symbologie très personnelle: des palmiers-femmes, des femmes-palmiers; des toiles et des dessins qui reflètent cette propriété de rayonnement de la lumière, le bleu turquoise éblouissant de la mer, le rouge des grains de café et la splendeur des bougainvilliers de cette île des Caraïbes.

En République Dominicaine, Ada

Balcácer n'est pas seulement connue comme artiste de tout premier plan, mais aussi comme ardent défenseur de la cause des femmes. Elle a fondé Mujeres Aplicadas a la Industria (MAI/ Femmes qui s'adonnent à l'industrie), coopérative où les femmes à faibles revenus apprennent de nombreux travaux manuels et fabriquent des articles qu'achètent les touristes mais également les Dominicains. Au cours de ces dix dernières années, Mme Balcácer a dirigé la coopérative avec une énergie infatigable et a prêté sa collaboration à d'autres groupements de femmes de la République Dominicaine.

L'INSTRAW a joint ses efforts à ceux de la Fédération mondiale des Associations pour les Nations Unies (FMANU) et émet ce cachet qui reproduit l'un des tableaux de la série *Palmira* d'Ada Balcácer, en même temps que le timbre des Nations Unies pour 1989 en hommage à la Banque Mondiale. □



Ada Balcácer

EVOCATION DES PREMIERES ANNEES DE L'INSTRAW

Treize ans se sont écoulés depuis que les Nations Unies ont décidé, à la Conférence de Mexico de 1975, la création de l'INSTRAW. A cette époque-là, l'Ambassadrice du Mexique, Aida González Martínez, avait participé activement aux débats et appuyé vigoureusement la motion. Au mois de mai de cette année, lors de sa première visite à l'INSTRAW, à Saint-Domingue, l'Ambassadrice González Martínez s'est souvenue avec émotion de ces lointaines années.

Elle se rappelle *"la volonté politique indispensable pour traduire cette décision de l'Assemblée générale en une décision réelle"*, et elle évoque sa fierté de Latino-américaine, lorsqu'elle apprit que le siège mondial de l'INSTRAW resterait dans la région.

Dès 1974, dit l'Ambassadrice, les

Nations Unies avaient ressenti le besoin de compter sur un point de convergence qui appuierait les actions de recherche, de formation et d'information réalisées au niveau national dans le domaine des femmes et du développement. Un centre international pourrait aider les pays en développement dans ces domaines spécifiques et constituer un réseau de rétro-action pour les initiatives nationales visant à intégrer les préoccupations des femmes au processus de développement.

"Bien que l'INSTRAW ait, dès les premiers jours, fait l'objet d'un appui politique considérable", dit l'Ambassadrice, *"l'appui financier a été plus problématique, non pas que la plupart des pays aient fait preuve de mauvaise volonté mais parce que la crise mondiale a frappé de plein fouet pendant*

les premières années de l'INSTRAW".

Aujourd'hui, à la suite de sa visite au siège de l'INSTRAW au cours d'une journée de grande activité, Mme González Martínez est agréablement surprise. *"Même avec des ressources proportionnellement insuffisantes, l'INSTRAW a travaillé avec une efficacité presque miraculeuse"*, dit-elle. *"L'Institut est bien organisé, très professionnel et totalement informatisé. Dans un sens, je m'attendais à quelque chose de moins high tech"*.

Aida González Martínez, Coordinatrice de la Commission de la femme au Ministère des affaires étrangères à Mexico a suivi des études de droit et de sciences politiques. Tout récemment, elle a publié une étude sur *La condition de la femme dans le service diplomatique mexicain*. □

Femmes et développement en Inde

"Imaginez comme il doit être difficile de concevoir des politiques pour les 375 millions de femmes en Inde..." C'est par ces mots que la Dr Nandini Azad a commencé son exposé sur *Les politiques, les programmes et la planification pour les femmes en Inde*, en mai dernier, à l'INSTRAW, dans le cadre de notre cycle de conférences sur les femmes et le développement.

Mme Azad possède un doctorat en anthropologie de l'Université de Syracuse à New York, et dirige le Bureau des femmes du Ministère du développement des ressources humaines de l'Inde. Elle est également consultante auprès du Centre des activités pour la population et le développement, à Washington. Elle a dirigé de nombreux séminaires de formation pour travailleuses et est l'auteur de



plusieurs articles, brochures et monographies sur les femmes dans le processus de développement.

Les nombreuses facettes de son expérience professionnelle lui permettent d'aborder les questions concernant les femmes dans les différents groupes socio-économiques de l'Inde d'un point

de vue plus ample. Elle s'intéresse plus particulièrement aux possibilités d'accès des femmes au crédit, à la participation des femmes au secteur des technologies de pointe, au développement rural, au secteur non structuré et aux services de santé.

En 1985, Mme Azad a coordonné une étude pour l'OIT sur des programmes de crédit spéciaux pour les travailleuses; en 1983, elle a organisé une enquête socio-économique avec la participation d'un millier de femmes dirigeantes de micro-entreprises urbaines. Ces deux projets se sont réalisés en Inde.

Mme Azad a visité l'INSTRAW afin de s'informer des programmes et stratégies de formation pour les cadres de développement et les dirigeantes de groupes de femmes. □

Femmes et développement: le débat continue aux Nations Unies

Exploitantes agricoles africaines

New York, 13 septembre 1988



La Ligue en faveur de la sécurité alimentaire de l'Afrique, qui regroupe 33 ONG et organisations des Nations Unies, a organisé un symposium d'une journée au Secrétariat de l'ONU. On y a examiné la relation entre la crise économique et les exploitantes agricoles, on y a évalué l'Examen à mi-parcours du Programme africain de priorités pour le redressement et le développement économiques sous l'angle spécifique de *ce que peuvent faire les ONG*, puis on y a identifié des centres de croissance et des stratégies pour les années à venir. Les groupes de travail étaient axés sur: l'eau; les aliments; la santé; et l'environnement, l'énergie et le combustible. Les participants ont finalement soumis un projet de *Déclaration des ONG en faveur des exploitantes agricoles et des réformes structurelles*. En voici un extrait:

"Le redressement et le développement économiques de l'Afrique resteront précaires tant que ce continent ne sera pas auto-suffisant en matière d'alimentation. Les femmes africaines, sur qui surtout repose le circuit d'alimentation et qui produisent les deux tiers des aliments, détiennent la solution du problème. Cependant, bien que les gouvernements et les donateurs s'efforcent de garantir la sécurité alimentaire,

l'attention accordée au rôle que jouent les femmes n'est pas suffisante.

Non seulement les femmes produisent les aliments et les commercialisent mais ce sont elles encore qui vont chercher l'eau, le combustible, qui soignent les animaux de la basse-cour, qui s'occupent de la santé de leur famille et qui élèvent la prochaine génération d'Africains. Ces tâches multiples doivent être allégées afin que les femmes puissent participer plus efficacement au redressement et au développement.

Les politiques nationales et internationales, telles que les réajustements structurels, doivent analyser la participation des femmes au développement et établir nettement le lien conceptuel qui existe entre le rôle qu'elles jouent et le redressement et le développement économiques de l'Afrique. Les politiques qui intégreront les femmes à toutes les étapes de la décision, de la planification, de la mise en oeuvre et de l'évaluation auront de bien plus grandes chances de succès." □

Les femmes d'Amérique latine et des Caraïbes

Guatemala, 27-30 septembre 1988

Au cours de la quatrième Conférence régionale d'intégration des femmes au développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes, les représentants des différents gouvernements ont analysé comment la crise sociale et économique actuelle affecte les progrès des hommes et femmes de la région en matière d'égalité des droits, des chances et des responsabilités.

Bien que les efforts en faveur de la dignité et de l'égalité des femmes se soient réellement intensifiés au cours de ces dix dernières années, dit une communication présentée à la conférence par la CEPALC, la crise touche les femmes des groupes sociaux les

plus vulnérables, c'est à dire les secteurs rural et urbain pauvres. D'un autre côté, ajoute la communication, la crise peut également déclencher la création de nouveaux modèles de développement au sein desquels la femme obtiendrait une participation bien supérieure.

Les discours de la séance d'inauguration ont été prononcés par le Président du Guatemala, M. Vinicio Cerezo et par le Secrétaire exécutif de la CEPALC, M. Gert Rosenthal. L'INSTRAW était représenté par des membres de son Conseil d'administration, Mme Fabiola Cuví Ortiz, de l'Equateur et Mme Berta Torrijos de Arosemena, du Panama. □

La Ligue des Etats arabes

Genève, du 29 juin au 1er juillet 1988

La deuxième réunion générale des Nations Unies et de la Ligue des Etats arabes s'était fixé comme but principal d'étudier et d'évaluer les progrès accomplis depuis la première réunion ONU-Ligue des Etats arabes, célébrée à Tunis, en 1983. La deuxième réunion, convoquée par le Secrétaire général adjoint aux questions politiques spéciales, à la coopération régionale, à la décolonisation et à la tutelle, M. Abdulrahim A. Farah, a été inaugurée

et présidée par M. Farah et par M. Adnan Omrane, Vice-Président de la Ligue des Etats arabes.

La réunion a analysé, entre autres, les points de fond suivants de l'ordre du jour: examen général des domaines actuels de coopération et propositions tendant à les renforcer; et évaluation des progrès réalisés quant à la mise en oeuvre des propositions multilatérales approuvées en 1983.

Etaient présents à la réunion 25

organes et institutions spécialisées de l'ONU, 9 organismes de la Ligue et 9 représentants du Secrétariat de cette dernière. L'INSTRAW y était représenté par sa Directrice, Dunja Pastizzi-Ferencic, qui a présenté les programmes de travail de l'Institut et qui a parlé du rôle que jouent les femmes dans la production ainsi que de l'importance de leur contribution au développement national, régional et international. □

Systèmes d'information pour les femmes

Vienne, 25-29 janvier 1988

Au Séminaire sur les systèmes d'information pour la promotion des femmes destiné aux mécanismes nationaux, organisé par le Service de la promotion de la femme, ont assisté 17 experts et 52 observateurs des Etats Membres, du système des Nations Unies et d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales.

Il visait à faciliter la création et/ou le renforcement des méthodes utilisées pour la collecte, le traitement et la diffusion systématiques de l'information relative aux femmes en vue de la formulation des politiques et la mise en place des programmes, grâce à l'échange d'expériences entre dirigeants des mécanismes nationaux qui s'occupent de la promotion de la femme.

Le séminaire a analysé les activités d'information entreprises par les mécanismes nationaux spécialisés en affaires féminines et il a recensé les obstacles qui empêchent de mieux comprendre l'importance de l'information pour la prise de décision en matière de promotion des femmes.

La réunion a émis des recommandations en ce qui concerne les mesures à prendre à long et à court termes afin de vaincre les obstacles recensés; de créer et/ou renforcer la fonction d'information des mécanismes nationaux, en particulier en vue de la formulation des politiques et la mise en place des programmes; d'améliorer le flux d'in-

formations à travers les réseaux d'information aux niveaux national, régional et international; et de définir les besoins et les méthodes possibles en matière de coopération technique.

LES TRAVAUX MENAGERS...

(Suite de la page 17)

se sont jointes à la sphère des activités rémunérées où elles sont comptabilisées, ces agrégats présentent des augmentations qui gonflent exagérément le vrai comportement de l'économie et qui faussent le taux de croissance réel. Ces transferts sont presque exclusivement dus à la transformation d'une occupation ménagère en une occupation de marché.

C'est pour toutes ces raisons que l'on reconnaît de nos jours que de tels transferts ne peuvent pas être exclus des tableaux statistiques et qu'il faut d'urgence disposer de nouveaux types de quantification et de classification dans ce domaine.

Dans la révision du Système national de comptabilité actuellement en cours, l'un des aspects dominants concerne le secteur des ménages. Sa présentation sera réorganisée et l'on étudie la création de nouvelles subdivisions. L'un des objectifs est d'en finir avec les estimations purement résiduelles des chiffres sur les ménages et de généra-

Pour recevoir le rapport de la réunion, adressez-vous au Service de la promotion de la femme, Bureau des Nations Unies, P.O. Box 500, A-1400 Vienne, Autriche. □

liser les procédés qui permettent de les calculer directement.

Il faut espérer qu'à la longue, on obtiendra une estimation de la contribution des ménages à un "produit national étendu" qui serait ajouté aux agrégats nationaux. En ce qui concerne la CITP, cela signifie que la création d'une catégorie qui contienne toutes les activités des ménages est une nécessité. □

* Extrait d'une étude intitulée "Review of occupation and industry classification experience in three countries and comments on the 1987 proposed revision of the International Standard Classification of Occupations from the perspective of women's concerns". Les commentaires et les études ont été exécutés à la demande de l'INSTRAW et du Bureau de statistique des Nations Unies afin d'être présentés à la 14ème Conférence internationale des spécialistes en statistique du travail (Genève, novembre 1987). L'exposé dont est tiré l'extrait a été écrit par la consultante Lourdes Urdaneta de Ferrán. Pour toute information complémentaire, veuillez vous référer à la page 40).

Nouvelles des régions

CEA

Commission économique pour l'Afrique

Parmi les activités qu'a planifié le Centre africain de formation et de recherche en faveur de la femme (ATRCW) de la Commission économique pour l'Afrique, se trouve la réunion du groupe d'experts pour la préparation des directives visant à incorporer les questions féminines aux plans et politiques de développement, prévue pour novembre 1988, à Addis Abeba.

La quatrième Conférence régionale sur l'Intégration des femmes au développement est prévue pour septembre 1989. De plus amples informations, y compris le programme complet, l'ordre du jour et le lieu de la réunion seront annoncés en décembre 1988 et juin 1989 dans le bulletin *ATRCW Updates*.

Un annuaire des femmes spécialistes dans des domaines divers est sur le point d'être terminé. Il fournira des informations essentielles en ce qui concerne la compétence technique des femmes de la région et recensera les femmes susceptibles d'entreprendre des recherches, et dressera l'inventaire des études et des programmes de formation destinés aux femmes ainsi que des possibilités d'emploi.

Finalement, le Centre signale qu'afin de renforcer ses activités concernant les réseaux en faveur des femmes, il apparaît indispensable d'étendre les services du système d'information, la base de données sur les femmes et le suivi permanent des activités que réalisent les femmes au niveau national ainsi que les organismes de femmes aux niveaux national, sous-régional, régional et international.

Etudes récentes de la CEA et du Centre: une étude réalisée en 1987-88 sur l'exploitation sexuelle des femmes camerounaises examine les usages et coutumes traditionnels et met en évidence les sévices sexuels infligés aux femmes ainsi que les facteurs socio-économiques qui les perpétuent. Elle fait également des recommandations en ce qui concerne la manière dont les gouvernements doivent procéder ainsi que les stratégies éducatives, économiques et politiques susceptibles d'empêcher et d'éliminer l'exploitation sexuelle des femmes.

Deux études financées par la Fondation Ford, l'une concernant les femmes du secteur non structuré du Kenya, de l'île Maurice, du Swaziland et de la Zambie, l'autre concernant les femmes qui travaillent dans l'agro-industrie au Botswana, au Lesotho, en Tanzanie et au Zimbabwe, viennent d'être terminées. Ces études cherchent à analyser et à évaluer la condition féminine dans ces deux secteurs, à identifier les facteurs qui gênent et/ou facilitent la participa-

tion des femmes à ce type d'activités productives et à souligner les mesures gouvernementales qui dans chacun de ces pays favorisent la participation des femmes. Ces travaux seront disponibles début 1989.

Un projet de recherche concernant les femmes et les professions scientifiques au Kenya, en Sierra Leone et au Swaziland, financé par le Centre international de recherche pour le développement (IDRC) étudiera le nombre d'inscriptions et la participation des femmes et des jeunes filles aux programmes de formation et professions scientifiques; il analysera également les informations pertinentes en matière d'obstacles structurels et environnementaux et il étudiera les efforts réalisés au niveau national afin d'accroître et de valoriser la participation des femmes dans ce domaine.

Dans le cadre d'un programme de la Fondation Ford, dix projets de recherche seront sélectionnés parmi tous ceux envoyés par des chercheuses de l'Afrique australe et orientale. Les lauréates recevront une subvention leur permettant de mener à bien leur recherche. Pour plus ample information, adressez-vous à: ATRCW, Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, P.O. Box 3001, Addis Abeba, Ethiopie. □

CEPALC

Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes

Tout récemment, la CEPALC a examiné ses programmes afin de s'assurer de la mise en application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi, en tenant compte des approches sectorielles (comme le demande la résolution 483 (XXI): Mobilisation et intégration effectives des femmes au développement).

De ce fait, la Division de développement économique qui s'occupe du travail des femmes rurales, analyse l'impact de la mécanisation agricole sur le travail des femmes dans le secteur agro-industriel et elle dirige une recherche sur l'ampleur et les conditions de travail des emplois saisonniers et à temps partiel des femmes rurales.

La Division conjointe CEPALC/ONUDI pour le développement industriel et la technologie examine et évalue actuellement les sources statistiques existantes sur la participation de la main-d'œuvre féminine dans le secteur industriel.

La Division de statistique et analyses quantitatives a ajouté à ses bases de données des données par sexe, obtenues grâce à des recensements, à des enquêtes sur les ménages et



Marchande à Los Cacaos (République dominicaine)

à d'autres sources statistiques, qui ont permis des analyses statistiques détaillées de la main-d'oeuvre féminine.

Quelques divisions abordent la problématique des femmes dans le développement de manière indirecte. C'est ainsi que, du fait même que les Divisions conjointes CEPALC/PNUÉ et CEPALC/FAO travaillent sur des informations relatives aux familles rurales, considérées comme unités fondamentales d'analyse et d'action, il est difficile de différencier la contribution individuelle de chacun des membres de la famille ou les retombées des programmes sur les membres du ménage considérés séparément. De même, la Division conjointe CEPALC/PNUÉ a étudié la survie rurale dans les éco-systèmes de grande altitude du point de vue de la famille en tant qu'unité.

La Division conjointe CEPALC/FAO a élaboré plusieurs propositions visant à accroître la participation des familles et des communautés rurales au développement agricole du pays, en tenant compte du rôle important qu'y jouent les femmes rurales.

Le CELADE a mené des études sur la fécondité féminine en Equateur et au Panama et il a consacré un numéro de son *Bulletin démographique* aux indicateurs démographiques, sociaux et économiques existants en matière de condition féminine dans la région. □

CESAP **Commission économique** **et sociale** **pour l'Asie et le Pacifique**

Le Réseau d'information sur les femmes pour l'Asie et le Pacifique a pour objectif de perfectionner les réseaux d'information sur les femmes existants déjà au niveau national et sous-régional et de les relier au Bureau régional du Réseau, de la Division pour le développement social de la CESAP, à Bangkok. Chaque pays a déjà sélectionné son propre point focal pour la promotion de la femme et va choisir le centre national d'information sur les femmes qui constituera le centre de liaison du Réseau.

L'une des tâches principales du Réseau en 1988 aura été de vérifier le volume actuel des activités d'information concernant les femmes —au niveau national, sous-régional, régional et même mondial— et d'essayer de trouver un moyen pour relier les unes aux autres les activités existantes afin qu'elles se renforcent mutuellement.

Plusieurs des pays de la CESAP ont été visités et des contacts ont été établis avec des organisations gouvernementales et non gouvernementales qui s'occupent de la problématique féminine. L'un des principaux objectifs visés par l'établissement de liens entre institutions et organisations de nature, dimensions et portée si diverses, est de mettre en commun les bénéfices de leurs efforts et d'éviter la duplication des tâches.

Dans la vaste région dont s'occupe la CESAP, et qui compte plus de la moitié de la population mondiale et une gamme très variée de systèmes politiques, de structures sociales, de situations économiques, de cultures et de religions, améliorer la condition de la femme constitue une responsabilité colossale. L'échange généralisé d'informations relatives à ce processus de changement est un élément essentiel pour y parvenir et c'est là la raison d'être du Réseau.

Autres activités en matière de femmes et de développements:

● *Programmes de formation*: prévus pour fin 88, ils porteront à la fois sur la gestion des centres nationaux d'information sur les femmes et sur le traitement technique de cette information.

● *Statistiques*: les indicateurs sociaux et économiques que le séminaire de Saitama de 1986 avait jugés indispensables ont servi de base pour les données et les informations statistiques relatives aux femmes qui ont été sélectionnées, mais doivent être complétés par chaque pays et être révisés périodiquement. La CESAP a pris part aux ateliers de formation organisés en Chine, en Indonésie et au Sri Lanka par l'INSTRAW.

● *Publications*: un *Manuel pour la création et le renforcement des centres nationaux d'information sur les femmes*.

● *Bases de données*: des données bibliographiques et d'autres provenant de recherches et d'annuaires seront collectées en vue de créer une banque intégrée de données, qui se trouvera au Centre régional du Réseau et dont chaque centre national d'information sur les femmes constituera le sous-ensemble national. Il est vraisemblable que cette banque sera conçue comme une application spécialement adaptée au Réseau du progiciel de la banque de données de l'UNESCO CDS/ISIS 2ème version. Ce logiciel est tout particulièrement approprié pour le réseau du fait qu'il est largement utilisé dans la région, qu'il est facilement traduisible dans plusieurs langues, y compris celles à caractères non romains, et que l'UNESCO fournit gratuitement aux pays en développement l'appui nécessaire en matière de formation et de documentation. □

CESAO **Commission économique** **et sociale** **pour l'Asie occidentale**

Les activités prévues pour 1988-89 en matière de femmes dans le développement seront axées sur les grands thèmes suivants:

● *Le travail des femmes dans le secteur rural non structuré*: ce programme évaluera l'envergure, l'importance et la nature de la participation féminine au secteur rural non structuré dans la région de la CSAO.

● *L'évaluation des changements socio-culturels au sein de la famille arabe*: ce programme créera la base de données nécessaire à l'évaluation de la situation de la famille arabe et les modifications qui sont en cours au niveau des tâches ménagères ainsi que de la position et du rôle de la femme au sein de celle-ci.

Ce projet envisage la publication de quatre rapports techniques: indicateurs socio-économiques relatifs à la famille arabe et plus spécialement à la femme; évaluation de l'impact des changements socio-économiques sur la famille arabe; travaux du séminaire sur l'impact des politiques démographiques sur les femmes arabes; et travaux du groupe de travail pour une *Troisième option pour le progrès de la femme* (la Troisième option cherche à garantir la compatibilité entre les responsabilités professionnelles et familiales, grâce à l'adaptation des conditions de travail aux besoins de la famille).

Ces activités se poursuivront au cours des années à venir afin d'obéir aux Stratégies prospectives d'action de Nairobi qui recommandent d'accroître la participation de la femme aux activités économiques, tout en renforçant leur rôle social et familial. □

NOUVELLES IDEES A L'EXTERIEUR DES NATIONS UNIES

Les sociologues latino-américaines et les femmes

Montevideo, du 2 au 6
décembre 1988

Le XVIIème congrès latino-américain de sociologie a comporté 20 groupes de travail qui ont fait le tour de nombreux sujets, dont, entre autres: les systèmes politiques et les partis; l'armée et les autres institutions militaires; politique et planification gouvernementales; pauvreté; marchés de la main-d'oeuvre paysanne et urbaine; relations professionnelles et syndicats; nouveaux mouvements sociaux; la crise des villes; l'éducation; l'Eglise et les autres mouvements religieux; le monde des affaires et son rôle social et politique; les jeunes; théorie et épistémologie. Le groupe de travail sur la transformation du rôle des femmes était coordonné par Elizabeth Souza Lobo, María del Carmen Feijoo et Virginia Guzmán. □

Les femmes et la petite entreprise

Saint-Domingue, les 10 et 11 novembre 1988



Ce séminaire sur *Les femmes et le développement de la petite entreprise*, patronné par le Service exécutif international, la Banque mondiale des femmes et ADOPEM-Banco de la Mujer, a servi de conclusion à un projet international pilote destiné à fournir l'assistance technique nécessaire aux entreprises dominicaines dont les propriétaires et les gérantes sont des femmes. Les branches d'activités représentées allaient de l'assurance, la banque, le recrutement de personnel de direction, jusqu'à la confection et la céramique hauts de gamme. Parmi les invités se trouvaient l'INSTRAW, la Banque interaméricaine de développement, la Fondation interaméricaine, des ONG et des banques locales. □

Femmes, ménages et développement

Champaign-Urbana, 11-18 juillet 1988

Cet atelier, consacré aux *Femmes, ménages et développement: création d'une base de données*, est le résultat d'un projet commun de l'Université de l'Illinois, qui a son siège à Champaign-Urbana (Etats-Unis) et de l'Université M.S. de Baroda (Inde).

Ses objectifs principaux étaient de mieux faire connaître les méthodes de collecte et d'analyse de données concernant les femmes et les ménages, et d'évaluer si elles sont réellement utiles pour les politiques de développement économique et social.

Environ 70 participants en prove-

nance de plus de 20 pays, d'Afrique et d'Asie principalement, dont beaucoup possédaient une vaste expérience en matière d'enseignement et de recherche dans le domaine des femmes, des études d'emploi du temps et de l'évaluation des projets, ont assisté au séminaire.

Conçu selon l'approche de formation modulaire, le séminaire a analysé les questions suivantes: élaboration d'une base de connaissances sur les revenus et la consommation des ménages; les femmes et l'agriculture; la famille et les ménages; la production des ménages; les femmes et le comporte-

ment procréateur; les services de santé pour les femmes.

Les efforts internationaux visant à l'amélioration des statistiques sur les femmes et à la formation des producteurs et des utilisateurs de données concernant les femmes ont fait l'objet d'exposés et de débats pendant deux des séances. Mme Grace Bediako, fonctionnaire adjointe aux affaires sociales a présenté le travail réalisé par l'INSTRAW avec la collaboration du Bureau de statistique des Nations Unies. □

Réseaux internationaux entre organisations de femmes

Philadelphie, 4 mai 1988

Que sont les réseaux et pourquoi sont-ils précieux pour les efforts de développement? Comment peuvent-ils renforcer la solidarité Nord-Sud et Sud-Sud? Comment peuvent-ils être utilisés en faveur des communautés de base?

Pour analyser ces questions, le sous-comité pour les femmes et le développement d'InterAction ainsi que le Conseil américain pour l'action bénévole internationale ont organisé un séminaire sur *Les réseaux internationaux entre organisations de femmes*, qui s'est tenu parallèlement au Forum annuel d'InterAction: *Nouveaux débuts, nouvelles approches: solidarité Nord-Sud*. Ont assisté au

séminaire des représentants des principales ONG en provenance de différentes régions.

Son objectif consistait à rechercher, identifier et mettre en commun des méthodes ayant fait leurs preuves qui permettraient d'établir des réseaux entre les organismes spécialisés dans le développement et les femmes ainsi qu'à élargir la base de sources d'information grâce à un annuaire qui serait diffusé par la suite.

Mme Vicki Semler, du Centre de la Tribune internationale de la femme et Mme Dunja Pastizzi-Ferencic, Directrice de l'INSTRAW, ont longuement parlé sur les thèmes proposés. □



L'INSTRAW aux actualités

Encore un exemple de collaboration au sein de l'organisation des Nations Unies: une équipe de télévision du Département de l'information des Nations Unies s'est rendue à Saint-Domingue afin de filmer quatre courts métrages pour *Les Nations Unies en action*, le nouveau programme d'informations du Département. Notre collègue, du Département de l'information, M. Mario Zamorano (actuellement Directeur du CINU à Mexico) a joué un rôle capital pour mettre sur pied cette entreprise, financée par le PNUD, l'INSTRAW et le Département de l'information.

La réalisatrice Yuanchi Chen, le cameraman, Richard Lipton et l'ingénieur du son, Barry Gelbert, ont filmé un jour de travail comme les autres à l'INSTRAW. Le scénario souligne les principaux aspects du programme de travail de l'Institut dans le domaine des femmes et du développement ainsi que la coordination des manifestations dans des pays éloignés effectuée à Saint-Domingue, grâce aux nouvelles technologies de communications. L'équipe a ensuite filmé deux projets laitiers et un centre de formation technique pour adultes, financés par le PNUD.

Dans la partie qui est consacrée à l'INSTRAW, la chanteuse dominicaine, Xiomara Fortuna et son orchestre, Kalumbe, ont composé la musique de fond, une chanson qui parle des rêves d'égalité des femmes, interprétée avec force sur un rythme de jazz latin aux racines afro-antillaises. Ce documentaire de 5 minutes a été projeté dans le monde entier grâce au réseau de télévision par câble de CNN. Pour l'obtenir, adressez-vous au Département de l'information, Bureau S-08227A, Nations Unies, New York, NY 10017, Etats-Unis. □

Femme, santé, développement

La Trinité-et-Tobago,
3-7 mai 1988



Cet atelier organisé par l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) en collaboration avec le gouvernement de la Trinité-et-Tobago et la Communauté des Caraïbes (CARICOM) a réuni quelques 50 participants, originaires de près de 20 îles anglophones, ainsi que des représentants d'organisations internationales et régionales qui travaillent dans la région.

Le but principal de cet atelier était de mettre au point les grandes lignes du Plan d'action du Programme de l'OPS en faveur de la femme, la santé et le développement dans la sous-région des Caraïbes pour l'exercice biennal 1988-1989. Les participants ont étudié le Programme, ils ont analysé les problèmes clés en matière de santé et de développement pour les femmes de la région, et ils ont élaboré les directives portant sur le document *Structure et fonction des points focaux nationaux dans la sous-région des Caraïbes*.

Mme Andrea Okwesa, responsable des affaires économiques et sociales de l'INSTRAW, a présenté le travail de l'Institut ainsi que les possibilités de coopération mutuelle dans le domaine technique. □

Bibliothèque

sélection des publications de l'INSTRAW

Review of occupation and industry classification experience in three countries and comments on the 1987 proposed revision on the International Standard Classification of Occupations from the perspective of women's concerns, INSTRAW, Saint-Domingue, 1987, 20 pages, en anglais.

Cette publication présente trois monographies portant sur les expériences nationales en matière de classification des professions et des branches d'activités du Kenya, du Mexique et du Népal. Une quatrième étude commente le projet de révision de la Classification internationale type des professions (CITP) à partir du besoin de quantification et de classification plus exactes des occupations et des activités où les femmes sont minoritaires en comparaison avec les hommes. Les études et commentaires avaient été réalisés à la demande de l'INSTRAW et du Bureau de statistique des Nations Unies, avec le financement du gouvernement des Pays-Bas, dans le cadre d'un projet concernant les femmes du secteur non structuré de l'économie.

Table des matières: I. Commentaires sur la révision de la CITP sous l'angle de l'intérêt des femmes. II. Analyse et évaluation du Système national de classification des professions du Kenya et de la classification nationale des branches d'activités économiques. III. Expérience nationale du Mexique: quelques recommandations concernant la classification des activités et les secteurs professionnels afin d'améliorer la quantification et l'analyse du travail des femmes. IV. Classification professionnelle et industrielle utilisées dans les recensements et les enquêtes sur les ménages au Népal.

Report on the Workshop on Statistics and Indicators on the Social and Economic Situation of Women, particularly in the Informal Sector, INSTRAW, Saint-Domingue, 1988, 166 pages, en anglais.

Cet atelier, tenu à Colombo (Sri Lanka) en octobre 1987, était organisé par le Centre de recherche sur la femme (CENWOR) et patronné par le Département des recensements et des statisti-

ques, et par l'INSTRAW, en collaboration avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) et le Bureau de statistique du Secrétariat de l'ONU.

L'atelier se proposait d'étudier les problèmes de méthodologie et de concept qu'affrontent les chercheurs locaux lorsqu'ils analysent les données concernant les ménages ou d'autres données socio-économiques. L'atelier a analysé tout particulièrement les concepts statistiques en vigueur sous l'angle de leur pertinence ainsi que l'exactitude des données relatives à la participation et à la contribution des femmes au développement national.

Le rapport comporte un bref résumé de tous les exposés qui ont été présentés sur les cinq grands thèmes principaux: panorama des sources de données disponibles; analyse des indicateurs sociaux et économiques spécifiques à chaque sexe; besoins de données pour ces mêmes indicateurs; problèmes d'utilisation des données lors de l'élaboration des indicateurs; et mesures à prendre pour améliorer la qualité des données et les indicateurs.

Le rapport présente également les discussions de chaque séance. Au cours de l'une, cinq domaines dans lesquels on a besoin de davantage de données ont été identifiés: les migrations, la santé, l'éducation, l'économie et la pauvreté. Les intervenants ont donné des exemples de lacunes qu'il fallait combler.

Au cours des discussions on s'est également beaucoup préoccupé de l'évaluation exacte du travail féminin, laquelle doit examiner trois branches de l'activité économique: l'activité réalisée au sein des ménages, les activités de subsistance et l'activité du marché structuré, et faire ressortir les liens les unissant l'une à l'autre afin que l'on comprenne la dynamique qui existe entre elles.

Les participants étaient aussi bien des producteurs que des utilisateurs de données, c'est à dire, des représentants de ministères et départements gouvernementaux, des chercheurs universitaires et d'institutions de recherche, des représentants d'ONG et des observateurs d'organisations internationales présentes au Sri Lanka.

Toute femme a droit à un logement décent, INSTRAW, Saint-Domingue, 1987, 20 pages, en anglais, français et espagnol.

Cette brochure met en évidence les aspects relatifs à la relation complexe qui unit la femme et le logement, ou l'absence de celui-ci, et montre que, du fait même qu'elle est femme, elle se heurte à des problèmes spécifiques pour accéder à un logement.

Ecrite dans un langage simple, à la portée du grand public, la brochure analyse, entre autres, l'explosion démographique urbaine dans le tiers monde et les besoins fondamentaux en matière de logement des femmes soutiens de famille, en se basant sur un sondage réalisé en République Dominicaine.



Les exemples de succès obtenus en Jamaïque, au Sri Lanka et au Zimbabwe prouvent bien que les femmes s'engagent pleinement et font preuve de compétences dans des initiatives d'auto-suffisance destinées à leur assurer un logement convenable. Une série de directives élémentaires fournit des renseignements utiles pour que les besoins et les revendications des femmes soient pris en considération dans les politiques, programmes et projets de logement au niveau national.

Cette brochure, illustrée de beaux dessins de Graciela Azcárate, a été publiée par l'INSTRAW dans le cadre de l'Année internationale des Nations Unies du logement des sans abri. Elle se révélera utile dans les séminaires, ateliers et réunions qui traiteront de la problématique des femmes et du logement. □

Notre Choix

Institutions Engaged in Research on Women: Asia-Pacific, Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Asie et dans le Pacifique, Bangkok, 1987, 134 pages, en anglais.

Cet annuaire, élaboré par le Service régional de l'UNESCO pour les sciences sociales et humaines, contient des informations concernant les institutions, gouvernementales ou non gouvernementales, qui s'occupent totalement ou partiellement de recherche et d'enseignement sur les femmes dans la région Asie-Pacifique ainsi que certaines organisations régionales et internationales qui travaillent dans la région. L'annuaire se base sur les réponses à un questionnaire qui a été adressé à tous les Etats Membres de la région; 15 pays y ont répondu: l'Australie, le Bangladesh, l'Inde, l'Indonésie, le Japon, la République de Corée, la Malaisie, le Népal, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan, les Philippines, le Sri Lanka, Singapour, la Thaïlande et le Vietnam.

Report on the Women and Shelter Seminar, International Year of Shelter for the Homeless, Ministère du logement et de l'aménagement du territoire de la Suède, Stockholm, 1988, 68 pages, en anglais.

Les gouvernements du Zimbabwe et de la Suède ont organisé ce séminaire sur la femme et le logement (Harare, décembre 1987) à manière de contribution à l'Année internationale du logement des sans abri.

Des documents informatifs ont été reçus de personnes représentant 14 pays, deux mouvements de libération et plusieurs organisations internationales. Les monographies, rédigées par des membres d'organisations gouvernementales et non gouvernementales d'Angola, du Botswana, d'Ethiopie, de Guinée Bissau, du Kenya, du Lesotho, de Tanzanie, d'Ouganda, de

Zambie et du Zimbabwe constituent l'essentiel de ce rapport. D'autres apports proviennent des résultats des diverses réunions qui se sont tenues sur ce sujet depuis la Conférence de Nairobi en 1985.

La situation de la femme et du logement en Afrique (3ème chapitre) se subdivise, comme l'ordre du jour du séminaire, en six grands thèmes: santé et services de santé; construction de logements; travail et formation; terre et législation; organisation et finances; recherche et information. Les 4ème, 5ème, et 6ème chapitres contiennent les conclusions des discussions présentées par les groupes de travail sous forme de *Stratégies*.

Building Community, a Third World Case Book, éd. Bertha Turner, Coalition internationale pour l'habitat, Publications Building Communities, Londres, 1988, 192 pages, en anglais.

De tous les logements conçus et construits dans la plupart des villes du tiers monde, de 50 à 75 pour cent l'ont été par des personnes à faibles revenus et par leurs organisations communautaires. Comment peuvent-elles construire autant avec si peu de ressources? Quels sont les clés de ce succès? Les 20 études de cas présentées dans ce livre, choisies parmi 341 projets mis en oeuvre dans 75 pays, décrivent les principaux progrès techniques accomplis actuellement en matière de logement par les pauvres des pays en développement.

Ce projet de recherche de la Coalition internationale pour l'habitat a vu le jour en 1983, grâce à un financement initial du Centre des Nations Unies pour les établissements humains. Le projet vise à attirer l'attention du monde entier sur les "potentiels sous-utilisés des organisations non gouvernementales et communautaires en matière de construction de logements et d'établissement de quartiers,

d'amélioration, de gestion et d'entretien pour et par les gens eux-mêmes, en particulier à faibles revenus et qui sont vulnérables à la discrimination et aux cataclysmes naturels".

Couvrant des conditions géographiques, sociales et économiques très diverses (du petit village à la grande municipalité), les 20 projets montrent comment les aménagements du cadre de vie peuvent servir de véhicule au développement social et économique.

Deux projets mis en oeuvre exclusivement par des femmes sont décrits en détail. Au sein du projet de fosses d'aisance sanitaires de Baldia, à Karachi (Pakistan), le rôle de la femme a été exceptionnel et leur prestige s'accrut inopinément du fait de l'amélioration considérable de la santé communautaire qu'entraîna la construction de latrines sanitaires, complétée par la mise en place d'écoles d'alphabétisation à domicile. A Kingston (Jamaïque), le Collectif des femmes du bâtiment a formé des femmes à faibles revenus aux techniques du bâtiment, de la construction à petite échelle et aux travaux d'entretien.

Ecrit dans un langage vivant et abondamment illustré de photographies, cartes et graphiques, ce livre sera d'utilité aux décideurs et aux spécialistes du logement, ainsi qu'aux promoteurs, aux volontaires et aux étudiants. Disponible sur demande adressée à Building Community Bookshop By-Mail, P.O. Box 28, Dumfries, Ecosse DG2 0NS, Grande Bretagne.

The Revaluation of Women's Work, Sheila Lewenbak, Ed. Croom Helm, Sydney, 1988, 355 pages, en anglais.

Ce livre se propose de contester les concepts étroits de travail, valeur et importance des femmes dans les pays industrialisés aussi bien que dans ceux non industrialisés. L'auteur, une historienne économique et sociale, soutient que la sous-estimation généralisée du



Travail de terrassement pour le contrôle de l'érosion à Kaona (Burkina Faso)

ONU/John Isaac

travail féminin qui a progressé au même rythme que l'économie de marché international fausse les estimations en matière de produit national des différents pays.

La prise en considération de la valeur monétaire du travail féminin non rémunéré dans le produit intérieur brut et dans d'autres indicateurs économiques revaloriserait la condition de la femme, même si les différences de salaires d'un pays à l'autre prouvent qu'il n'existe pas de critère universel de valeur et que l'argent en tant qu'étalon est une limitation. Cependant, les résultats obtenus par le passé et de nos jours prouvent qu'il est essentiel de reconnaître la valeur des femmes si l'on veut qu'elles bénéficient des nouvelles méthodes de production et parviennent à l'égalité.

Women and Environnement in the Third World, Alliance for the Future, Irene Dankelman et Joan Davidson, *Publications Earthscan Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles (IUCN), Londres, 1988, 210 pages, en anglais.*

Les femmes du tiers monde, spécialement celles qui habitent dans les zones rurales, jouent un rôle de premier plan dans la gestion des ressources naturelles: sol, eau, forêts et énergie. En tant qu'exploitantes agricoles, commerçantes et ouvrières agricoles, en tant que maîtresses de maison, porteuses d'eau et ramasseuses de combustible, les femmes sont durement touchées par la dégradation de l'environnement.

Ce livre présente des études de cas reposant sur des faits précis, rédigées par des collaborateurs bien connus, ainsi que des interviews de femmes conservationnistes de premier plan, originaires de pays du tiers monde. La première partie analyse le lien unissant les femmes et leur milieu naturel, et cite des expériences et des cas spécifiques pour illustrer les effets de la dégradation de l'environnement ainsi que des initiatives féminines pour lutter contre ces problèmes. La deuxième partie se penche sur la position de la femme en matière de conservation de

l'environnement et elle insiste tout particulièrement sur les activités concrètes: éducation, formation, planification de la famille et organisations locales. Cette partie étudie également les réactions des organismes internationaux et gouvernementaux. Le dernier chapitre propose une stratégie préparatoire d'actions.

Mujer y agroexportación en Nicaragua, *Institut nicaraguayen de la femme, Managua, 1987, 152 pages, en espagnol.*

Au cours des trois dernières années, la femme nicaraguayenne a, en nombre croissant, grossi les rangs de la population active agricole. Cette analyse de la situation des ouvrières des plantations de coton, café et tabac au Nicaragua se base sur une recherche menée conjointement par le Centre de recherche et d'études sur la réforme agraire, l'Association des ouvriers agricoles et le Centre d'études du travail. Son but est de faire ressortir, du point de vue des différences d'origine sexuelle, les conditions qui freinent l'incorporation massive des femmes à la population active des campagnes, leur participation au sein des syndicats ruraux, ainsi que d'autres questions, telles que la formation, la productivité, l'organisation du travail, la santé et les services sociaux.

Cette recherche se base sur une enquête réalisée auprès de 800 femmes travaillant dans 61 plantations, nationalisées ou privées, ainsi que sur d'autres sources telles qu'interviews de dirigeants syndicaux, d'employeurs, d'administrateurs, d'ouvriers agricoles et de dirigeants communautaires.

Population, health and development: toward some research priorities, *Centre d'études sur le développement, Université de Bergen, Bergen, 1987, 223 pages, en anglais.*

Au cours de l'automne 1986, l'Université de Bergen a accueilli une conférence interdisciplinaire sur le thème de *Population, santé et développement*, qui avait trois objectifs: réunir les résultats de recherches déjà réalisées dans ce domaine, stimuler les re-

cherches futures et fixer les priorités en la matière.

Cette compilation des exposés présentés pendant la conférence s'articule autour de trois centres d'intérêt principaux: les politiques en matière de distribution spatiale de la population: migration, urbanification; les politiques en matière de santé et de procréation, y compris la planification de la famille; et les politiques concernant le contexte socio-économique du comportement démographique: emploi, alphabétisation, programmes d'enseignement, etc...

Ciudadanía e identidad: las mujeres en los movimientos sociales latino-americanos, *documents réunis par Elizabeth Jelin, Institut de recherche des Nations Unies en faveur du développement social, Genève, 1987, 356 pages, en espagnol.*

Ce livre présente les résultats de plusieurs études entreprises dans le cadre d'un projet de recherche de l'Institut sur la *Participation au niveau communautaire en Amérique latine*, que dirigent Andrew Pearce et Mathias Stiefel.

Les monographies préparées par le projet aident à mieux comprendre le rôle des femmes dans les mouvements communautaires et montrent comment les femmes perçoivent les problèmes qui sont les leurs dans leurs nouvelles attributions d'agents du changement social. Ainsi les femmes créent-elles actuellement de nouvelles modalités d'intervention et d'action au niveau des sphères officielles.

Six études concernant les femmes d'Argentine, de Bolivie, du Brésil, du Chili et du Pérou ont été choisies pour ce livre qui essaie de répondre à plusieurs questions importantes: quelle est la nature et la transcendance du rôle des femmes au sein des mouvements et organismes sociaux à l'étude? En quoi leur participation a-t-elle modifié les résultats de ces initiatives? Comment, en échange, cette participation a-t-elle influencé les autres rôles de la femme au sein de la société? Elizabeth Jelin, spécialiste des sciences sociales, complète la série par une analyse lucide des monographies présentées. □



Les participants à l'Atelier national sur l'amélioration et l'utilisation des statistiques et des indicateurs pour les femmes dans le développement, du 1er au 8 juin 1988, à Beijing en Chine (voir articles pages 20 et 21).

Nouvelles internes

● En mars, l'Organisation panaméricaine de la santé a tenu une session à notre siège en relation avec les priorités de santé en Amérique centrale et au Panama.

● En avril, puis en septembre, Mme Ruth Walker, Présidente de ZONTA international, est venue préparer avec nous le séminaire sur la Femme, l'eau et l'assainissement, qui aura lieu en 1989 au Nigeria, sous les auspices de ZONTA.

● Mme Alicia Spaulding Paolozzi, Vice-Présidente du Conseil international pour les femmes et Mme Carmen Kovens, Directrice du Festival de Spoleto (Caroline du Sud) ont rendu visite à l'INSTRAW afin d'étudier les possibilités de réaliser des activités en commun.

● En mai, M. Lorenzo Attolico, du Département de développement et de coopération économique internationale des Nations Unies a rencontré au siège de l'INSTRAW des représentantes de groupes de femmes de la République Dominicaine qui s'intéressent à un projet pilote de cet organisme concernant des réfrigérateurs solaires.

● En mai également, des députées qui assistaient à la deuxième Conférence des femmes parlementaires d'Amérique latine et des Caraïbes ont rendu visite à l'INSTRAW. Parmi elles se trouvaient Mme Orosia Inés Botella et Mme Matilde Fernández Guarracino, de l'Argentine, et Mme Cecilia Calderón de Castro, de l'Equateur.

● En juillet, l'INSTRAW a participé au séminaire sur la condition socio-économique et légale des femmes dominicaines, organisé par le Bureau national de promotion de la femme, notre point focal en République Dominicaine.

● Au mois d'août, Mme Violeta Barreto Arias, Directrice du Département de formation de l'Institut de l'énergie du Nicaragua a été mise au courant de nos activités en ce qui concerne les femmes et l'énergie renouvelable.

● En septembre, M. Severino Araujo, Représentant régional adjoint pour l'Amérique latine et les Caraïbes de la FAO nous a rendu visite.

● Mme Rosa Paredes, Directrice de notre point focal au Venezuela, le Bureau de la promotion de la femme du Venezuela, a visité l'Institut.

● La nouvelle Directrice du Bureau national de promotion de la femme de la République Dominicaine, Mme Carmen Inés Díaz, a rendu visite à l'INSTRAW pour des entretiens en vue d'une éventuelle coopération.

● En octobre, trois représentants de l'Association des écoles supérieures communautaires du Canada, Mme Virginia Dickie, Mme Leonore Roger et M. Fred Harland, ont procédé à des échanges de vues sur les programmes de formation en matière de femmes et de développement.

● M. Alfonso Felipe Chan a été nommé Administrateur en chef de l'INSTRAW et Mme Maria Helena Alves, fonctionnaire chargée du Service d'information, de documentation et de communications. □



De droite à gauche: M. Dimiter Popov; Mme Fabiola Cuví Ortiz; Mme Elena A. Laganinova; Mme Dunja Pastizzi-Ferencic; Mme Rossitza Gocheva et M. Dimiter Panev (voir article pages 27 à 29).

Conseil d'administration

INES ALBERDI
Espagne

BERTA TORRIJOS DE AROSEMENA
Panama

DANIELA COLOMBO
Italie

FABIOLA CUVI ORTIZ
Equateur

HAWA DIALLO
Mali

ELENA ATANASSOVA LAGADINOVA
Bulgarie

ACHIE SUDIARTI LUHULIMA
Indonésie

GULE AFRUZ MAHBUB
Bangladesh

TAWHIDA OSMAN HADRA
Soudan

SIGA SEYE
Sénégal

KRISTIN TORNES
Norvège

Membres de droit

Un représentant du Secrétaire général

La Directrice de l'Institut

Des représentants des cinq Commissions
économiques régionales des Nations Unies

Un représentant du Gouvernement
de la République dominicaine
